

**ENTREPRENARIAT, ZELE, CONSENSUS : LES BANDES VIOLENTES SOUS LE
MULTIPARTISME AU RWANDA (1991-1994)**

Sommaire :

<i>Mise en perspective/Introduction :</i>	2
Méthodologie :	8
Situation et Historique des communes de l'enquête :	11
Butaka : une colonie intérieure	11
Nyabwigunge : un hinterland insoumis	13
<i>1-De nouveaux horizons : les élites rurales sous la deuxième République (1973-1991)</i>	14
Le réordonnement des ressources	14
Petite sociologie des élites rurales	16
<i>2- Le grand retournement : l'expérience du multipartisme (1991-1994)</i>	21
Cadre et répertoires	21
Parrainage et déclassement	26
<i>3-Epilogue : l'ordre Power et ses hommes</i>	35
Entreprenariat et consensus des coalitions	36
Deux exemples de constitution de bande :	42
<i>Conclusion</i>	49
<i>Acronymes :</i>	51
<i>Bibliographie :</i>	52

MISE EN PERSPECTIVE/INTRODUCTION :

« Le peuple, voilà le vrai bouclier, c'est la véritable armée qui est forte... Les forces armées combattent, mais le peuple, lui, dit : nous tenons vos arrières, c'est nous le bouclier. Le jour où le peuple va se lever et qu'il ne voudra plus de vous, qu'il vous haïra à l'unisson et du fond de son cœur, quand vous lui inspirerez la nausée, je... je me demande par où vous vous échapperez... Par où pourrez-vous passer ? » RTL, 3 avril 1994.

Rondes de nuit et milices, partisans, bandits sociaux, malgré-nous ou militants radicaux, la participation de populations civiles à des mouvements de violence politique prend des formes aussi variées que la vie quotidienne qu'elle vient recouvrir. Des travaux récents, usant de méthodes différentes, ont entrepris de rénover l'état de la recherche, autour de plusieurs ensembles de questions concernant d'une part l'engagement dans la violence, décision raisonnée, passage à l'acte ou processus de socialisation et de l'autre ses déterminants structurels : accès aux ressources¹, frustrations, émotions²... Nous allons aborder ici la formation de bandes violentes au Rwanda pendant le multipartisme et le génocide en utilisant certains des outils légués par la sociologie des mobilisations : l'entrepreneuriat politique, le *brokerage* et la formation de répertoires dynamiques. Au-delà de la volonté politique de mettre en place les massacres et du cadre institutionnel qui favorisa la formation des bandes sous le multipartisme, nous voulons insister sur la continuité des cadres de l'expérience quotidienne et des situations extrêmes³, en portant notre attention sur les modes de conversion des uns aux autres : la redistribution des ressources et la refondation des liens de clientèle que permettent les répertoires d'action violente.

La littérature considérable⁴ consacrée au génocide rwandais bute sur la question essentielle de la mobilisation de la paysannerie pendant les massacres⁵. Rappelons brièvement les faits : en une centaine de jours, d'avril à juillet 1994, environ 800 000 personnes furent assassinées,

¹ Weinstein (2007).

² Wood (2003).

³ Pollak (1990 ; 15).

⁴ Le saut quantitatif peut être apprécié en comparant la déjà volumineuse encyclopédie bibliographique publiée par Marcel d'Hertefeld et Danielle de Lame (1987) et son actualisation électronique. Voir <http://societies.africamuseum.be> et <http://rwandabase.africamuseum.be/>.

⁵ Voir Vidal (1997), Longman (2004).

sur les ordres d'une coalition regroupant des éléments de l'appareil d'Etat, des principaux partis politiques et des Forces Armées Rwandaises (FAR). Mondes urbain et rural, confessions religieuses, hauts fonctionnaires ou travailleurs agricoles journaliers, aucune région, aucun secteur n'échappa aux consignes d'extermination de la population Tutsi et de liquidation des opposants à la coalition Power. Les médias relayèrent largement le mot d'ordre⁶.

Toutefois, le projet reposait avant tout sur l'assentiment et la participation des paysans aux massacres : le Rwanda est à 95% rural. Les « agri-éleveurs » étaient les premiers supports de la propagande de la deuxième République (1973-1994). Le « développement » (*amajyambere*), idéologie d'Etat, avait érigé une figure du paysan, relayée par les discours du président de la République autant que par les publications élitaires de l'époque, synthèse éloquente d'un homme sans qualités⁷ et de bonne volonté : le *muturage*, aussi commun qu'introuvable dans les faits, auquel s'adressaient les consignes de culture obligatoire, de modération chrétienne et de foi dans les « choses de l'avenir ». La mobilisation des campagnes était un thème commun du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (MRND), parti unique de 1975 à 1991, dont tout citoyen était membre à la naissance et qui se confondait presque totalement avec les structures de l'Etat : chaque année était placée sous le signe d'un objectif à atteindre, les travaux collectifs obligatoires (*umuganda*) contraignaient les paysans à travailler pour le Parti-Etat une fois par semaine, des compétitions systématiques opposaient les divers échelons administratifs dans des domaines allant du sport à la production vivrière, en passant par « l'animation » à la gloire du chef de l'Etat. En tout le zèle (*umwete*)⁸ était exigé des bourgmestres qui transmettaient les consignes aux conseillers de secteurs et responsables de cellule, relayant l'écho du Parti-Etat jusqu'au moindre interstice des collines. Ce fantasme d'une paysannerie unifiée, réifiée et soumise manifestait plus l'ambiguïté des rapports des élites nationales et locales de la deuxième République avec leur origine folklorisée que la réalité d'une « culture de l'obéissance »⁹ mise à mal par la contestation quasi-quotidienne des autorités pendant le multipartisme (1991-

⁶ Chrétien et al. (1995).

⁷ C'est-à-dire indéfini et dispos selon la description de Musil, dans *L'homme sans qualités*, Editions du Seuil, Paris, 2004, pp. 288-290. Les discours de Juvénal Habyarimana s'ils glorifiaient la figure du paysan (Verwimp, 2003), célébraient surtout en lui l'homme nouveau c'est-à-dire à venir.

⁸ Une chanson d'Impala, groupe musical à la mode dans les années 1980 liait ainsi le zèle et l'idéologie du développement : *cyera twarakoraga yego, harico ntidushyrehho mwete ukuza mura urwanda* (« avant -sous la première République- les gens travaillaient mais pas avec zèle pour développer le Rwanda »).

⁹ Straus (2006 ; 205).

1994). De fait, l'implication massive des paysans dans les massacres devait aussi permettre aux décideurs de s'exonérer de leur responsabilité, dissoute dans le nombre et la « spontanéité » de l'adhésion.

Le génocide bouleversa, à première vue, les cadres de la vie ordinaire. Ce caractère exceptionnel de l'événement a poussé nombre d'études, y compris aux échelons les plus bas, à se concentrer sur les cent jours qu'ont duré les massacres au risque, peut-être, d'un raisonnement téléologique. Ainsi du rôle de l'Etat, maintes fois souligné¹⁰, dont le rappel pose plus de questions qu'il n'y répond : une « forte tradition étatique » aurait permis l'accomplissement du génocide au Rwanda. Et celui-ci illustrerait en retour la puissance de l'Etat. Mais son étendue même, conçue comme englobant l'ensemble de la société, n'en fit-elle pas un voile des rapports sociaux ? Quels étaient les relations prévalant en son sein ? Et comment envisager, dans ce cadre de toute puissance de l'Etat, la contestation généralisée, la violence et les vexations auxquelles ses représentants durent faire face entre 1991 et 1994 ?

En considérant essentiellement la période immédiatement antérieure au génocide (1991-1994), nous souhaitons réexaminer ici l'historicité de la violence dans le pays et l'évolution des modes de mobilisation en fonction des rapports de clientèle prévalant dans les zones rurales. Les travaux récents relatifs à la participation des civils aux massacres n'ont pas vraiment abordé cet aspect de la société rurale rwandaise. Straus (2006) explique le déroulement du génocide à l'échelon local par le poids de l'Etat, l'impact de la guerre et la prévalence de l'ethnicité. Il ne détaille pas le déroulement du multipartisme dans les communes de son enquête. Kimonyo (2008) intègre le début des années 1990 dans son étude et insiste sur la continuité idéologique du PARMEHUTU de 1959 et du MDR-Power ainsi que sur la frustration relative vécue par une majeure partie de la population. Fujii (2009) aborde le « pouvoir des liens locaux » et « la dynamique des groupes », sans toutefois analyser la nature et l'évolution des réciprocités à l'œuvre, ou le rôle de l'argent, ce « *lien de tous les liens* »¹¹, dans la recomposition des relations de clientèle.

Notre hypothèse est celle d'une tension entre la constitution de classes sociales et l'exploitation de relations verticales de clientèle, nécessaires à la mobilisation des hommes dans le contexte de lutte pour le pouvoir ouvert par l'introduction du multipartisme en 1991. A ce titre, l'ethnisme sera considéré comme une variable dépendante de la compétition

¹⁰ HRW (1999), Straus (2006).

¹¹ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Editions Flammarion, Paris, 2008, p. 192.

politique. Précisons d'emblée que la guerre déclenchée par le Front Patriotique Rwandais (FPR) en octobre 1990 ne sera pas directement abordée. D'abord parce que les communes de l'enquête de terrain étaient situées loin des sites de combat. Ensuite parce que nous allons voir que la brutalisation¹² de la société rwandaise a moins dépendu de la guerre elle-même que du cadre prévu pour la régler lors des négociations d'Arusha, menées entre 1991 et 1993.

Précisons d'abord ce que peuvent signifier les mot de clientèle et de classe, dans un pays dont les dernières institutions de patronage furent formellement abolies en 1954 et dont l'économie laisse mal entrevoir des modes de production différenciés :

-dans le cadre de ce travail, une relation de clientèle¹³ est une relation d'échange, impliquant, de manière informelle au moins un patron et un client, c'est-à-dire deux rôles différents, reposant sur la distribution de ressources¹⁴ et parfois l'octroi d'une protection personnelle contre un ensemble de prestations hétéroclites¹⁵. Si nous insisterons ici sur les activités politiques recouvertes par ces prestations¹⁶, elles sont loin de s'y limiter : c'est parce que leurs interactions avec leur patron étaient informelles et multiples que de nombreux paysans manifestaient leur fidélité politique jusque pendant les travaux des champs¹⁷. Un échange évasif est au fondement de la relation ; sa nature et son terme ne sont pas spécifiés, puisque la réciprocité est différée dans le temps. Mais son principe est matériel : il s'agit, en somme, d'une politique de l'amitié plus que d'une économie de l'affection¹⁸. Enfin, l'inégalité constitutive de la relation patron-client peut faire l'objet d'un retournement lorsque l'ordre des ressources est lui-même redéfini¹⁹. Dans le cas qui nous intéresse, le renouvellement du cadre général de la compétition politique changea les relations de pouvoir au sein de la dyade, les clients devenant une ressource convoitée. Collectionner les patrons comme les cartes d'appartenance à des partis politiques devint ainsi possible, après presque vingt ans de

¹² Mosse (1999).

¹³ Cette définition est largement reprise de celle de Scott (1977 ; 125).

¹⁴ Vivres, objets, argent, bétail, terre, parfois emploi salarié...

¹⁵ Travail de la terre, entretien du bétail, mais aussi visites et assistance en diverses activités de la vie quotidienne.

¹⁶ Affichage de signes distinctifs d'appartenance aux partis politiques, participation aux meetings, présence dans les cabarets, recrutement d'alliés et de nouveaux clients.

¹⁷ Essentiellement par le port d'emblèmes des partis politiques, comme les petits chapeaux (*ingofero*) à leurs couleurs.

¹⁸ Hyden (1980).

¹⁹ Scott (1977).

concentration des relations de clientèle entre les mains de barons locaux sous un régime de parti unique.

-l'existence de rapports de classes dans une économie dont les modes de production sont faiblement différenciés peut être sujette à caution. Newbury (1988 ; 147) voyait, à la source des distinctions de classes, non pas la propriété des moyens de production en soi, mais l'accès différencié au pouvoir selon des stratégies de distribution, d'allocation et d'accumulation. Six groupes sociaux différents sont reconnus dans le monde rural rwandais²⁰. Cinq d'entre eux sont distingués selon le contrôle exercé sur la terre et le bétail. Mais le sixième se détache de la définition de Newbury en ce qu'il introduit une différence considérable dans les sources de la richesse : le travail rémunéré en monnaie, salarié ou commerçant. Les trente ans qui séparent la Révolution Sociale du génocide ne contiennent pas l'échelle du principal changement que les patrons et leurs hommes durent affronter : plus que la succession des ordres politiques, ou les renversements successifs des élites au début des années 1960 et en 1973, c'est la diffusion de la monnaie, essentiellement par le salariat qui progressivement a remis en cause non seulement l'étendue de leurs biens et pouvoirs, mais leur nature même, entraînant avec elle des conceptions de la fortune, du destin et de la société. Apparue au Rwanda au premier tiers du siècle cette diffusion a été progressive et le salariat n'a réellement commencé à se répandre dans les campagnes qu'à partir des années 1970²¹

Avant de développer notre argument, revenons brièvement sur la trajectoire historique des relations de clientèle au Rwanda. Parmi les nombreuses études décrivant le système politique du pays, deux auteurs ont insisté sur les rapports entre relations de clientèle et mode de mobilisation pour comprendre le déroulement de la « Révolution Sociale » de 1959²². Newbury (1988) a montré comment la colonisation permit au pouvoir royal Tutsi de concentrer le contrôle des modes de production (bétail, terres, hommes) en canalisant et systématisant les rapports de clientèle. Ce renforcement de la domination du pouvoir royal par la technologie coloniale (taxes, travail forcé) provoqua, parmi les populations soumises à ce

²⁰ Ces catégories (*bakire, bakungu, bakene, bakene bifashije, batindi, batindi nyakujya*) désignent, dans l'ordre décroissant, à la fois la détention d'un patrimoine et l'inscription dans l'économie monétaire. Le mot *bakire* désigne les riches en monnaie, c'est-à-dire essentiellement les ménages de salariés et de commerçants totalement intégrés à l'économie monétaire. Voir Gasana (2002) et Ingelaere (2007).

²¹ La masse monétaire en circulation dans le pays est multipliée par 21 entre 1966 et 1986. République Rwandaise, Banque Nationale du Rwanda, Rapport Annuel, 1966-1986.

²² Pour un rappel synthétique des principaux événements politiques intéressant le pays, voir Viret (2008) : <http://www.massviolence.org/IMG/pdf/Rwanda3.pdf>

processus, dont la plupart étaient Hutu, l'apparition d'une conscience de groupe, précondition nécessaire à l'épisode révolutionnaire de 1959. L'émergence de leaders politiques Hutu au cours des années 1950 fut rendue possible par deux phénomènes. D'une part, la timide diffusion du travail salarié, par lequel on pouvait échapper aux relations de clientèle, permit l'apparition d'une contre élite Hutu²³. D'autre part, cette contre élite bénéficia de modes d'organisation parallèles, tels que les réseaux de l'Eglise et les circuits commerciaux. Les conclusions de Newbury laissent pourtant en partie ouverte la question de la mobilisation de la paysannerie en 1959 : quels étaient les rapports entre cette contre élite émergente et les paysans ? Un article antérieur de Lemarchand (1968) éclaire cet aspect de la « Révolution Sociale ». L'auteur y remarque que les leaders Hutu émergents dans les années 1950 ont entretenu et redéveloppé des relations de clientèle de deux manières distinctes : dans le nord du pays, par l'intermédiaire d'un système de clientèle foncière, l'*ubukonde*, qui préexistait à la domination du royaume central sur la région, rendue possible par le soutien de la puissance coloniale au début du XX^e. Dans le centre et le sud par la construction d'un système alternatif de redistribution des ressources et bénéfiques (*amarembo*) en échange d'une mobilisation politique, s'appuyant notamment sur les réseaux de la coopérative TRAFIPRO²⁴. Les relations de clientèle, dupliquées dans les réseaux d'opposition à la monarchie étaient ainsi devenues un « agent de contestation »²⁵.

Instrument de construction de l'Etat et levier de mobilisation contestataire, les relations de clientèle semblent donc définir l'historicité du pouvoir au Rwanda. Nous allons envisager leur articulation avec des rapports de « classes naissantes » en fonction de l'évolution structurelle de l'économie du pays sous la deuxième République, mais aussi du changement considérable dans l'allocation des ressources provoqué par l'introduction du multipartisme en 1991. Nous allons développer notre argument en envisageant trois séquences successives :

-la première concerne l'évolution des relations de clientèle, dans le contexte de diffusion monétaire propre à la deuxième République. Nous allons voir que les élites salariées, à l'abri des contingences de l'économie agraire, ont adopté un comportement d'accumulation et de réinvestissement vers l'horizon urbain et la famille nucléaire. Ce changement de

²³ Voir aussi Reyntjens (1985, 224-232).

²⁴ Acronyme de Travail, Fidélité, Progrès, réseaux de coopératives commerciales développées dans l'ensemble du pays à partir de 1956 ; voir Lemarchand, (1970 ; 251-254).

²⁵ Cette continuité des pratiques du pouvoir permit ultérieurement à Lemarchand (1970) de caractériser la première République comme monarchie présidentielle (« *presidential mwamiship* »).

comportement a rendu les élites collectivement impopulaires (de Lame, 1996), tandis qu'à la fin des années 1980, la gravité de la crise économique avait frappé les franges les plus fragiles du salariat, en même temps que la grande majorité des paysans, victimes d'une insécurité sociale chronique du fait de l'assèchement des canaux de redistribution²⁶.

-La seconde est relative aux conséquences de l'introduction du multipartisme : nous allons voir comment le cadre proposé par la nouvelle constitution en 1991, puis les accords d'Arusha, ont conduit les partis politiques à se livrer un affrontement quasi généralisé pour le recrutement de militants, dont le nombre déterminait en dernier ressort l'accès au pouvoir. Au travers de la création de répertoires violents, nous allons décrire l'apparition de nouveaux acteurs intermédiaires (*brokers*) et leur rôle au sein des mouvements de jeunesse que chaque parti d'envergure se mit à constituer. La multiplication des prétendants au pouvoir local, l'impopularité des élites, en même temps que l'insécurité due aux affrontements ont permis aux *brokers* de retisser des liens de clientèle pour les responsables locaux des partis politiques, mais aussi pour leur propre bénéfice.

-La troisième concerne l'apparition de la coalition Power et la polarisation de la compétition politique autour de l'ethnicité entre 1992 et 1994 : nous soulignerons le rôle, dès 1992, d'entrepreneurs politiques, ainsi que la tentation de la part des élites locales de s'affranchir, par la surenchère ethniste, d'un mécontentement social se généralisant à leur encontre, marquant une reprise en main de la question politique devant des intermédiaires en voie d'autonomisation. Cette coalition ne s'imposa réellement qu'après l'assassinat de Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994. Le génocide apparaît comme la fondation d'un ordre politique, lequel reposait sur un consensus des factions (c'est-à-dire des patrons), le zèle demandé aux *brokers* et l'exploitation des liens de clientèle que ces derniers avaient développés auprès des paysans.

Méthodologie :

L'enquête au Rwanda a été menée au cours de deux séjours, longs au total de 19 mois (2005-2006 ; 2008). Elle a essentiellement concerné deux anciennes communes rurales du pays, Butaka et Nyabwigunge. L'essentiel du premier séjour fut consacré, outre au repérage et

²⁶ Sur la situation de l'économie rwandaise à la fin des années 1980, voir aussi Bézy (1990), Maton (1994), Uvin (1998). Pour des points de vue plus spécifiques sur l'économie rurale voir Marysse, de Herdt et Ndayambaje (1994), de Lame (1996), Migeotte (1997), André et Platteau (1998).

choix des communes, au dépouillement des archives locales et régionales²⁷, parfois nationales²⁸. Nous ne nous servons ici que des premières. Le second séjour a été en grande partie consacré à la réalisation d'entretiens (une centaine au total) dans les communes de l'enquête, à Kigali et dans quatre prisons du pays²⁹.

Nous sommes remonté au plus loin qu'il nous a été possible dans les archives communales³⁰ c'est-à-dire au début des années 1960. Pour l'essentiel, celles-ci sont composées des rapports de tous ordres produits par la commune et du courrier du bureau communal qui mêle correspondance privée et officielle. Les archives ont livré, jusque dans leurs lacunes, la première version d'une histoire qu'il s'est ensuite agité d'étoffer, de compléter, parfois de désavouer. Elles sont la surface de cette histoire, une trame sans laquelle il aurait été impossible de concevoir ensemble les récits individuels recueillis par les entretiens. Leur masse croissant avec les années de la deuxième République (1973-1994) dit à elle seule l'augmentation des prérogatives de l'Etat, de ses droits, son œil partout installé. L'idéologie du développement s'y manifeste par la profusion de documents mêlant expertise et animation idéologique : un vade-mecum d'ingénierie sociale. Les rapports sont nombreux et divers, leur langue est très formalisée³¹. La deuxième République étant avide de chiffres, tout ce qui pouvait l'être s'y trouvait recensé : naissance, décès et leur cause, unions légitimes et illégitimes, têtes de bovins, postes de radio, entrées et sorties du territoire de la commune, production en tonnes des cultures industrielles et vivrières... Les archives, ne reflètent pas seulement le discours de l'Etat. Elles comportent également toute la matière à partir de laquelle celui-ci est produit : sa fabrication. Le matériau le plus riche, pour la période que nous allons aborder ici, est constitué des petits rapports hebdomadaires ou quotidiens selon l'agitation des secteurs, rédigés à la hâte par les conseillers communaux pour le bourgmestre : compte rendus de meetings des partis politiques, recension des faits divers, demande de conseil sur les affaires en cours. Ces rapports informels sont inexistantes pour la période antérieure au multipartisme. Ils peuvent avoir été détruits, mais le plus probable est que la vie quotidienne d'alors ne les justifiait pas. Le conseil communal, hebdomadaire, suffisait. A

²⁷ Il ne s'agit ici que des archives de l'ancienne préfecture de Gitarama, celle de Kigali rural ayant été dispersées et pour partie mêlées à celles de la préfecture de Kigali.

²⁸ Archives Nationales du stade Amahoro, archives du Conseil National de Développement, Archives de presse du centre IWACU.

²⁹ Prison Centrale de Kigali, Prisons de Gitarama, Nsinda et Remera.

³⁰ Les archives ont été classées comme suit : initiale de la commune (B ou N), de la préfecture (PG), date (année, mois, jour), objet du document.

³¹ Il serait ainsi possible d'envisager la technicisation de la langue par l'idéologie du développement sous la deuxième République, à partir du modèle de Klemperer (1946).

partir de 1991 ces rapports nous renseignent sur l'évolution de la violence dans le monde rural et au-delà sur l'évolution des rapports sociaux : beaucoup plus que dans la production synthétique des communes, les conseillers renseignent, analysent, essaient d'expliquer chacun des faits dont ils rendent compte.

Les entretiens sont venus compléter et élargir les informations livrées par les archives. Pour un ensemble de raisons liées à l'énormité de l'événement, au processus Gacaca en cours et au caractère légèrement tatillon des autorités actuelles, ils pouvaient difficilement constituer la base première de l'enquête. Le matériau formé par les entretiens peut faire l'objet d'une rationalisation ex-post mais est, en ce qui nous concerne, autant le produit des circonstances de leur déroulement que celui d'une ou plusieurs grilles construites à l'avance. Chaque entretien s'est inscrit dans un dispositif de pouvoir sur lequel nous n'avons pas de prise : univers carcéral³², rapports de voisinage dans les communes³³, intrusion des officiels locaux, etc. Si tout travail de ce genre dépend d'informateurs privilégiés, deux aspects de l'enquête ont permis d'en limiter l'influence. Une partie des personnes rencontrées l'ont été parce que leur nom apparaissait dans les archives, ce qui ne donnait pas aux *gate keepers* la maîtrise des rencontres. Par ailleurs, la longueur du terrain et le retour régulier dans les communes, nous ont permis de nouer nous-même de plus en plus de contacts. Trois types d'entretiens ont été menés. Dans la mesure où nous voulions d'abord reconstituer des faits, éclairer les logiques de production de discours³⁴ n'était pas au cœur de nos priorités. Au-delà d'une base commune (généalogie, récit de vie), leur thématique comme leur déroulement a donc quelque peu différé :

³² Certains prisonniers, accusés de génocide, n'avaient pas encore été jugés. A Nsinda, les prisonniers interviewés étaient systématiquement interrogés après nos entretiens. A Gitarama, les entretiens avaient lieu dans la salle qui d'ordinaire servait au recueil des aveux de Gacaca, ce qui poussait certains détenus à s'exprimer à très haute voix, afin de montrer aux gardiens et aux capitans, situés à l'extérieur de la pièce, que la version « négociée » primait aussi à notre égard. D'une manière générale, la conduite des entretiens dépendait aussi de la vie quotidienne de la prison : visites, travaux, menus trafics mais aussi rumeurs et échanges entre les prisonniers interrogés.

³³ A Nyabwigunge, l'endroit où nous logions, intégré à un ensemble pourvu de plusieurs entrées, permettait d'accueillir différentes personnes sans qu'elles aient à se croiser. Par ailleurs, sa taille ne nous designait pas automatiquement comme destinataire des visites. Malgré cela, certaines personnes préférèrent faire plusieurs heures de moto-taxi ou de bus pour nous rencontrer à Gitarama. A Butaka en revanche, nous ne pouvions recevoir de visites. Les entretiens eurent lieu chez les personnes interviewées, parfois au milieu de leur famille nucléaire, ou dans des bâtiments abandonnés.

³⁴ Voir Malkki, 1995.

-même s'ils ne sont pas comptabilisés dans le nombre total, les rapports avec des informateurs privilégiés, trois dans chaque commune, constituèrent, chronologiquement, la première base d'information de ce travail. Les questions posées ont recouvert tout type de sujet. Les informateurs étaient tous masculins.

-une première série d'environ 70 entretiens fut consacrée à combler le silence partiel des archives, à corroborer les informations livrées par d'autres et à obtenir des précisions concernant telle ou telle séquence de mobilisation pendant le multipartisme ou le génocide, la trajectoire et les relations de telle personnalité de la commune, les rapports de clientèle, l'histoire plus ancienne des lieux (période coloniale, famines...), ou encore l'évolution des prix pendant la période de pillage généralisé constitué par le génocide. Hommes et femmes furent interrogés, avec une majorité d'hommes.

-un dernier ensemble, d'une trentaine d'entretiens, a permis d'aborder des questions transversales comme la répartition des rôles sexuels ou les différentes classes sociales. Ces entretiens se sont déroulés avec des représentants des deux sexes, toutefois la plupart d'entre eux ont eu lieu avec des femmes plus âgées (nées autour de 1940), qui parlaient plus facilement de ces sujets et pouvaient leur donner une profondeur historique.

Situation et Historique des communes de l'enquête :

Butaka : une colonie intérieure

Située à l'Est de Kigali, Butaka était l'une des plus vastes et des plus riches communes du Rwanda. Elle fut une création largement artificielle. Sa faible altitude, sa situation en plats de collines et pentes douces redescendant vers un lac et la route goudronnée qui la desservit dès le début des années 1970 la rendirent propice au développement des technologies de l'Etat. Son expansion reposa sur l'implantation d'un paysannat à partir de la fin des années 1950. Son faible peuplement sous le mandat belge en avait fait une zone prioritaire de colonisation intérieure à partir de la première République (1961-1973), essentiellement pour les populations venues du Nord, de Gisenyi et Ruhengeri. Relayé par le projet Kigali-Est à partir des années 1980, ce paysannat, dont la société devait constituer une élite (Silvestre 1974) donna à la commune, avant le reste du pays, un statut de laboratoire du développement. Cette

implantation avait entraîné une répartition ethnique du peuplement de Butaka, fait rarissime au Rwanda : elle poussa les populations Tutsi (13450 personnes en 1992, pour 83540 habitants en 1992³⁵) souvent installées au Sud vers les secteurs Nord de la commune, les collines devenant presque ethniquement homogènes. Les lieux furent confiés à partir de la fin des années 1960 à un bourgmestre originaire du Nord du pays, Xavier Lizinde qui, devenu proche de Juvénal Habyarimana -président de la deuxième République- parvint à s'y maintenir jusqu'au début des années 1990. Pendant presque trente ans, Lizinde gouverna sa commune en proconsul, usant tant qu'il le pouvait des technologies de l'Etat : recrutement massif de policiers communaux, création et collecte des taxes, mise en place scrupuleuse des cultures obligatoires, zèle et dynamisme pour le développement. Butaka devint une vitrine du pays, visitée par des chefs d'Etat étrangers et des dirigeants d'organisation internationale. Au dessous de lui, le bourgmestre s'était assuré la docilité des élites salariées et commerçantes. A la tête d'une commune dont la population avait plus que quadruplé en trente ans, il s'appuya largement sur des ressortissants du Nord installés dans le paysannat, qui composaient les deux tiers des employés communaux. Il se soumit les commerçants en réduisant leur nombre, après avoir considérablement augmenté le montant de l'inscription au registre du commerce et les taxes afférentes. Construisant des écoles qu'il baptisait de son nom, il pouvait obtenir la mutation de n'importe quel enseignant, du simple fait de ses relations à Kigali. Car Xavier Lizinde était le plus éminent des bourgmestres du pays. En distribuant les terres bordant le lac Mugesera aux caciques du régime, il avait pu se rapprocher du cercle présidentiel, jusqu'à lui-même en devenir un habitué. Son ascension, bloquée par le peu de diplômes dont il disposait fut à nouveau rendue possible par la mise en place du multipartisme. Sa proximité avec le Président de la République³⁶ et son ancrage local lui permirent de devenir député au Parlement de Transition. Les postes furent en réalité échangés avec son successeur à Butaka, Elias Musabimana, ancien député, qui lui avait dû son ascension. Aussi Lizinde garda-t-il, de Kigali, la mainmise sur son fief : en 1994, de nombreux paysans le croyaient encore bourgmestre. Pourtant l'assise dont il disposait avait été régulièrement contestée à partir de la mise en place du multipartisme. Dans les partis politiques d'opposition, les meneurs étaient souvent commerçants, fonctionnaires à Kigali parfois enseignants.

³⁵ B19930511 : Rapport annuel 1992.

³⁶ Lizinde parrainait plusieurs des enfants d'Habyarimana. Il lui fournissait également des devins du Bumbogo (sa région d'origine), dont le Président de la République était friand.

Nyabwigunge : un hinterland insoumis

Située à l'extrémité Nord-Ouest de la préfecture de Gitarama, la commune de Nyabwigunge présentait des caractéristiques à peu près inverses de celle de Butaka : une vallée étroite orientée vers le Sud, encadrée de deux remparts montueux, l'un descendant à l'Ouest vers la rivière Nyabarongo, l'autre prolongé à l'Est par le massif du Ndiza. Dépourvue de route goudronnée et d'infrastructures, reliée au monde par deux pistes étroites dont seule l'une était praticable toute l'année, Nyabwigunge illustre l'enclavement général du pays. C'est du moins la manière dont Ignace Semana, son bourgmestre de 1963 à 1992, la décrivait dans ses rapports à ses supérieurs. Comme Xavier Lizinde, Ignace Semana était resté en poste une trentaine d'années³⁷. Comme lui, il fut membre des deux partis uniques qui se succédèrent avec les deux Républiques. Mais contrairement à lui, il était originaire de sa commune. Son autochtonie, l'absence de relais dont il pouvait disposer à Kigali, ainsi que la disposition générale du territoire de Nyabwigunge (isolement, escarpement) l'ont conduit à mettre au point une stratégie différente pour se maintenir au pouvoir : ne pas user de la technologie de l'Etat, obtenir l'agrément des salariés plutôt que les soumettre, les diviser pour se poser en recours. Au début des années 1970, l'installation d'un projet de développement spécialisé, sous la férule d'un prêtre belge, dans la construction d'adductions d'eau, fut le principal vecteur de pénétration du salariat dans la commune. L'isolement avait limité l'activité économique, les commerçants y étaient moins nombreux et moins puissants qu'à Butaka. Les enseignants en revanche constituèrent une opposition résiliente au bourgmestre, manifestant dès le milieu des années 1980 la volonté de s'en défaire dans des lettres envoyées au Président de la République. Insuffisamment proche des ministres pour obtenir leur mutation, lui-même enseignant à l'origine, Semana tâcha de contrôler cette coterie en nommant des membres de sa famille à des postes de direction d'école et en mariant ses enfants à des enseignants. Malgré sa situation, Nyabwigunge appartient au Sud du pays. La boucle formée par la rivière Nyabarongo la sépare du Nord. Il ne s'agit pas là d'un détail, dans la mesure où l'appartenance régionale a été déterminante dans l'exercice du pouvoir sous les deux Républiques. La région du Ndiza, qui englobe Nyabwigunge, est considérée comme le bastion historique du Mouvement Démocratique Républicain (MDR), ancien parti unique de fait sous la première République (1961-1973), ressuscité sous le multipartisme. C'est d'ici que la

³⁷Cette situation, rare au Rwanda, a constitué, pour l'enquête, un hasard relativement fécond, dans la mesure où elle a permis d'étudier les stratégies de long terme élaborées par les deux hommes pour se maintenir au pouvoir.

Révolution Sociale de 1959 était partie. C'est ici qu'au début des années 1990, le répertoire du *kubohoza*, c'est-à-dire la constitution de bandes et la mobilisation contre tous les signes et membres du MRND connut ses développements les plus violents. *Kubohoza*, à cette époque, ne visait pas particulièrement la population Tutsi de la commune (980 personnes, sur 42 350 habitants³⁸). Recrutant parmi les salariés de la commune, les enseignants au premier rang d'entre eux, le MDR rénové obtint la chute du bourgmestre, qui en 1992 dut fuir Nyabwigunge sous les pierres et les clameurs. Mais les rivalités internes au MDR l'empêchèrent de s'accorder sur son successeur, finalement choisi au sein du MRND et considéré comme un modéré : Jean-Paul Nabahire.

1-DE NOUVEAUX HORIZONS : LES ELITES RURALES SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE (1973-1991)

Rien d'étonnant, en somme, à ce que dans les deux communes, comme plus largement dans l'ensemble du pays, les salariés (fonctionnaires communaux, enseignants ou employés de projets de développement) et les commerçants fussent les meneurs du multipartisme local : la deuxième République les avait choyés. Toutefois la monétisation du monde rural avait bouleversé l'agencement des ressources contrôlées par les patrons, la terre et le bétail devenant autant de signes de réussite dont la source avait comme été déplacée. L'argent, c'est-à-dire concrètement une position de salarié ou de commerçant, s'était superposé aux voies de la fortune. Il avait remplacé les forces vitales³⁹ dont la circulation sous-tendait les représentations collectives et recouvert les flux qui dans le territoire conçu du Rwanda⁴⁰ véhiculaient la vie même : la pluie, le lait, la bière, le miel... Seulement, l'argent n'était plus contenu à l'intérieur du pays : ses origines étaient multiples, comme le devenaient également ceux qui le collectaient, le captaient, le redistribuaient. Les circuits qu'il empruntait ne manifestaient plus l'unité du pays, mais au contraire son éclatement en une multiplicité de références qui l'excédaient largement.

Le réordonnement des ressources

³⁸ N19860528 : Monographie communale 1985.

³⁹ De Lame (1996 ; 163), Taylor (1992 ; 9-13).

⁴⁰ Le mot Rwanda désigne un espace de référence, qui peut aussi bien désigner la colline ou le terroir que le pays entier.

La monnaie était certes ancienne et connue. Sa diffusion dans les campagnes avait été progressivement assurée à partir de 1917 par l'impôt⁴¹, l'essor du salariat autour des missions et la création de marchés régionaux. Dans la commune de Gishyita, étudiée par de Lame (1996) au crépuscule de la deuxième République, le numéraire imprégnait la vie quotidienne des paysans, à la fois comme moyen de paiement, comme étalon de valeur, mais aussi comme mode de classement des hommes. L'afflux de monnaie dans les campagnes, provoqué par l'extension de la bureaucratie, des projets de développement, du salariat et du commerce avait eu un profond impact sur le comportement économique des élites, c'est-à-dire en définitive sur le jugement qu'elles avaient de la valeur de la vie de chacun. Surtout, dans une économie rurale où les dons assuraient une bonne part de l'allocation des ressources, la monétisation avait entraîné un changement progressif du comportement des élites locales salariées, devenu manifeste lorsque les chocs exogènes⁴² frappèrent le pays. À la fin des années 1980, celles-ci montraient ainsi plus d'intérêt pour l'accumulation monétaire et l'investissement (achat de véhicules, scolarisation longue des enfants, participation à des entreprises commerciales, voire achat de parcelles à Gitarama ou Kigali) que pour la redistribution vers les terroirs. Cette évolution ne fut ni unanime ni continue, manifestant plus souvent une hybridation des comportements entre deux pôles de références : celui d'une redistribution classique centrée sur le terroir par l'organisation de fêtes, le paiement d'emplois journaliers, du Minerval⁴³ d'enfants de familles voisines, de menus dons de tous ordres et celui orienté vers l'extérieur, vers la ville ou du moins ses références cosmopolites, s'appuyant sur l'accumulation locale pour investir vers le centre. Les manifestations liées à ces deux pôles, à ces deux références antagoniques, ne se retrouvaient pas seulement dans les pratiques de redistribution, mais encore dans l'inscription dans l'espace public (les larges pistes des salariés et les sentiers sinueux des paysans) et le temps (l'emploi du temps des salariés et le temps changeant des saisons culturelles). Entre les deux toutefois persistaient les pratiques et référents hybrides, empruntant à l'un et l'autre registres : dans les ménages de salariés subsistait la répartition sexuelle des rôles qui prévalait dans les familles paysannes, les dons étaient encore courants chez les moins riches des salariés ou les plus petits commerçants et chez les patrons enfin, les plus puissantes des élites, la mise en valeur ostentatoire des signes plus traditionnels de richesse voulait marquer l'attachement au terroir et plus largement l'inscription dans un ordre

⁴¹ Anonyme [Historique et Chronologie], (1954,22).

⁴² Entre autres l'effondrement des cours du café, les mauvaises récoltes de 1987-1988, la mise en place du Plan d'Ajustement Structurel, dont les plus importantes recommandations furent les dévaluations de novembre 1990 et juin 1992.

⁴³ Frais de scolarité.

régional prépondérant à Kigali. Le comportement économique des salariés devenait un marqueur identitaire : à la fin des années 1980, le mot désignant les riches en monnaie capitalisant leur argent vers l'extérieur, *bakire*, était devenu une insulte, tandis que ceux qui redistribuaient leurs avoirs étaient comparés aux anciens chefs.

Petite sociologie des élites rurales

Tel que défini par Boissevain, le patronage désigne le contrôle des « ressources de premier ordre »⁴⁴. Sous la deuxième République, les patrons furent ainsi ceux qui contrôlaient la monnaie à sa source : conseillers communaux, fonctionnaires techniques, policiers, enseignants, commerçants. Toutefois, le nombre de ces derniers et leur répartition sur le territoire des communes leur permirent de former des coteries qui dans chacun des sites de l'enquête, portèrent la contestation sous le multipartisme. Nous allons brièvement détailler à la fois ce que furent leurs relations de ces élites avec les bourgmestres et leur ascendant auprès de la population.

Le décret-loi du 6 juin 1975 autorisant les fonctionnaires à investir dans des activités commerciales avait aboli dans les faits les différences formelles des fortunes, lesquelles devaient de toute façon se manifester dans tous les domaines. Leurs origines toutefois restaient distinctes et avec elles le type d'influence qui leur était consubstantiel. Parmi les fonctionnaires techniques, quatre postes se distinguaient dans l'accès qu'ils avaient à la population et accompagnaient les bourgmestres dans leurs tournées locales, la plupart du temps à la saison sèche. L'inspecteur scolaire était souvent lié au bourgmestre. Il n'était pas son adjoint mais, du fait de l'accès facile qu'il avait à la population des parents d'élèves, apparaissait comme une ressource tribunicienne de son pouvoir personnel, parfois son héritier potentiel. De fait, les inspecteurs scolaires occupaient souvent d'importantes fonctions au sein du MRND. Ils échappaient de plus à l'autorité formelle des bourgmestres puisque leur circonscription s'étendait sur le territoire de plusieurs communes. Cette position pouvant représenter un danger⁴⁵, ceux-ci tâchaient de se lier les hommes à ce poste ou d'y placer l'un des leurs. L'agronome communal, le vétérinaire et le titulaire du centre de santé disposaient également d'un accès privilégié à la population. Les agronomes, qui côtoyaient les paysans pour leur transmettre les consignes de l'Etat en matière agricole, s'appuyaient sur ceux qu'ils

⁴⁴ Boissevain (1974 ;147-148).

⁴⁵ « *The degree of dependancy also affected durability. The nearer a client was to his patron in rank and power the less likely the relationship was to be durable (...)* ». Kettering, (1986 ; 30).

jugeaient les plus éclairés et qui acceptaient les cultures obligatoires. Ils désignaient parmi eux, une fois l'an, les « paysans modèles », jamais plus de deux par cellule, recevant des intrants agricoles, une brouette, parfois une vache en l'échange de leur zèle à appliquer les consignes. Cette position n'était pas sans ambiguïtés : les agronomes devaient faire respecter les décisions de l'Etat par les paysans et certaines comme les cultures obligatoires étaient impopulaires, particulièrement après l'effondrement des cours du café à partir de 1987. Dans les moments de troubles et de contestation du pouvoir central, en 1973 et sous le multipartisme, les paysans arrachèrent ainsi les plants de café dans les deux communes. Un autre respect entourait l'assistant médical qui avait le pouvoir de guérir les gens et accédait, au-delà des malades et des jeunes parents, à leurs familles et aux voisins qui avaient servi de brancardiers.

L'influence des policiers communaux était bien moindre que celle de l'inspecteur scolaire, de l'agronome ou de l'infirmier. Ils dépendaient matériellement du bourgmestre, leurs salaires étaient trop faibles pour leur permettre de s'émanciper réellement en se constituant une large clientèle. Ils étaient craints parce qu'ils accompagnaient les percepteurs lors de la levée des impôts et qu'ils étaient armés. La population les tenait dans l'ensemble en piètre estime : leur matraque, qu'ils gardaient en dehors des heures de service, rappelait la chicotte coloniale. Parce qu'ils étaient payés par la commune, ils pouvaient apparaître comme les nervis des bourgmestres, leurs hommes de main. Mais derrière le service de l'Etat, ils négociaient régulièrement leur allégeance. A Nyabwigunge le bourgmestre s'était associé sans difficulté à plusieurs d'entre eux, originaires de la commune. Ils étaient tacitement liés à lui parce que depuis 1979 les communes ne pouvaient recruter que d'anciens militaires, souvent du Nord et que Nyabwigunge était assimilée au Sud par ses voisins. Aussi se méfiait-il des policiers communaux, préférant réduire leur nombre⁴⁶ plutôt que de s'exposer à leurs demandes et à leurs relations. Ceux dont il était proche, enfants du pays passés par l'armée, disposaient auprès de lui d'une rente presque assurée : il compensait leurs salaires restés faibles par des facilités de service et leur accorda des prêts sous le multipartisme, alors que la commune n'était officiellement plus solvable. Son successeur, à partir de 1992, décida de changer d'attitude, ce qui lui coûta plusieurs démissions et une nonchalance aggravée au service, alors même que, nous allons le voir, la violence liée au multipartisme battait son plein dans la commune : les enquêtes traînaient, les prisonniers s'évadaient, l'argent des taxes n'atteignait

⁴⁶ Ils passèrent de 11 en 1986 (N19860528 : Monographie Communale 1985) à six en 1991 (N19911015 : Rapport administratif).

plus les caisses, les policiers allongeaient leurs heures de cabarets. A Butaka, Lizinde s'était considérablement appuyé sur la police. Le recrutement d'anciens militaires du Nord y était la seule règle. Ses troupes avaient régulièrement augmenté tout au long des années 1980. Toutefois le bourgmestre leur imposait une rotation sévère, renvoyant presque chaque année trois ou quatre d'entre eux, qu'il accusait d'ivrognerie, de laxisme ou de détournements. Lizinde sanctionnait toujours de renvoi la moindre expression de défiance⁴⁷. Il obtenait facilement de Kigali du matériel supplémentaire⁴⁸. Enfin, à partir de 1992, la formation des milices lui laissa la possibilité de se choisir des hommes parmi les anciens militaires, aspirants policiers, mais aussi parmi ceux dont il avait lui-même décidé de la retraite : il disposait d'une réserve⁴⁹. Ces efforts ne le préservèrent pas d'une contestation muette sous le multipartisme, jusqu'au cœur de ses rangs ; sur les 18 policiers de la commune, dix⁵⁰ mirent en œuvre une vaste entreprise de détournement des taxes.

Au delà des fonctionnaires communaux et des policiers, nous distinguons deux coterie élitaires ayant accès à la monnaie : les enseignants et les commerçants. Dans le cadre de ce travail, une coterie est une organisation encore relativement informelle regroupant des segments de population selon leur activité professionnelle, développant des normes, discours et représentations propres, régulée par une hiérarchie interne et dont l'appartenance est soumise à un droit d'entrée, ne serait-ce que la possession d'un diplôme ou l'inscription au registre des commerçants⁵¹. Les deux activités cumulaient un droit d'entrée élevé et des effectifs denses : les commerçants et les enseignants parvinrent à restreindre en leur sein les prétentions individuelles pour faire entendre des revendications, des opinions, des discours

⁴⁷ En 1989, le policier le plus ancien à son poste avait dix ans de métier. Les renvois étaient fréquents (BND1982 : Rapport Annuel 1982 ; B19900501 : Rapport du quatrième trimestre 1989 ; BND 1993 : Rapport Annuel 1993).

⁴⁸ B19920702 : demande de matériel d'équipement pour les policiers communaux : 36 paires de bottines, 18 imperméables, vestes, ceinturons, 18 matraques, dix paires de menottes, cinq fusils, en complément des 13 dont dispose déjà la commune, trois pistolets... L'année suivante, l'armement de la commune « *est composé de 13 fusils FSA, un fusil BRENN, un fusil FM et dix Karachnikov* » : BND1993 : Rapport Annuel 1993.

⁴⁹ B19921007 : Situation des réservistes et des renvoyés. Le courrier détaille la situation de 62 réservistes, tous ayant achevé ou résilié leur contrat avec l'armée. Le bourgmestre recrutait parfois parmi eux pour des missions ponctuelles, comme par exemple la garde de l'usine de traitement d'eau de Karege (B19920511 : Réservistes recrutés).

⁵⁰ B19930511 : Rapport Annuel 1992.

⁵¹ L'emploi que nous en ferons s'écarte quelque peu de la définition canonique de Becker (1985 ; 129) : de par sa densité et ses normes propres qui ne sont pas toujours édictées par ses membres, une coterie se distingue d'une clique en ce qu'elle dépasse le patronage local et tend vers la formalisation de son activité. Plus qu'un principe hiérarchique ou une affiliation quelconque, ce qui réunit ses membres est une activité commune en tant que telle, l'accès à une ressource et une légitimité propres.

communs, là où les employés de l'administration communale étaient trop peu nombreux et trop dépendants des bourgmestres pour espérer s'en démarquer.

Les commerçants n'eurent pas la même importance dans les deux communes. Prospères à Butaka, où les patrons ouvraient des cabarets dans les centres et parfois au long de la route goudronnée, d'où partaient vers Kigali des véhicules chargés de vivres, dont les paysans des communes environnantes fréquentaient les marchés, ils étaient à Nyabwigunge réduits à peu de choses. Les bourgmestres, qui fixaient eux-mêmes les taxes locales pouvaient par cela définir la densité et l'organisation du commerce de leur commune. En élevant continuellement les taxes, en obligeant tous les commerçants à s'inscrire au registre, Lizinde façonna un commerce à sa main⁵². Lui-même possédait plusieurs cabarets et un commerce de pommes de terre. Semana, qui considérait au contraire que l'isolement de Nyabwigunge était un frein aux transactions, ne soumettait pas l'activité à l'inscription au registre, maintenait des taxes faibles sur les boutiques et encourageait jusqu'au commerce ambulant⁵³. À la fin des années 1970 une poignée d'entrepreneurs d'envergure avaient tenté leur chance à Nyabwigunge. Seul l'un d'entre eux était parvenu à se maintenir. L'isolement de la commune, l'effondrement des cours du café, parfois l'ivresse de la fortune avaient eu raison des autres. Aussi les commerçants de Nyabwigunge, que leur banqueroute avait discrédités, n'y jouèrent pas de rôle majeur lorsque fut introduit le multipartisme. À Butaka, en revanche, les commerçants furent de puissants protagonistes de l'idéologie du développement comme des soubresauts du multipartisme. En dépit d'une profusion d'infrastructures, le nombre de commerçants inscrits au registre, certes quatre fois plus élevé qu'à Nyabwigunge, s'affaissa à partir du milieu des années 1980⁵⁴ lorsque Xavier Lizinde en augmenta considérablement les

⁵² B19780406 : Rapport Annuel 1977 : cabaret : 200 francs ; magasins : 250 ; B19820727 : Rapport Annuel 1981 : cabaret : 350, magasin : 350 avec registre de commerce, 700 sans registre ; B19830520 : Rapport Annuel 1982 : cabaret : 4500, magasin : 4500 avec registre, et 9500 sans registre ; B19860526 : Rapport Annuel 1985 : cabarets : 6000 francs, magasins 6000 et 7000 : ceux qui n'ont pas de registre de commerce payent le double.

⁵³ N19910301 : Rapport Annuel 1990 : Cabaret : 3000, petit magasin : 5000, parcelle commerciale : 2000, restaurant : 3000. N19920414 : Rapport Annuel 1991 : cabaret : 3000, petit magasin : 5000, restaurant : 3000, commerce ambulant : 100.

⁵⁴ Sous la deuxième République, la routinisation des rapports communaux fut relative. D'une année l'autre, les mêmes chiffres pouvaient être repris, subir des variations déroutantes ou tout aussi bien ne même pas figurer au titre des enquêtes annuelles. Outre l'évolution économique générale du pays et l'affirmation du pouvoir communal multipliant les contrôles, ces variations reflètent également les mauvaises récoltes (entraînant la démonétisation partielle des échanges locaux) ou simplement les fraudes des policiers et percepteurs communaux. Il y eut 181 inscrits au registre de la commune en 1977 (B19780803 Monographie de la commune de Butaka 1977), 237 en 1979 (B19800401 : Rapport Annuel 1979), 145 en 1982 (B19830520 : Rapport Annuel 1982), 417 en 1985 (B19860526 : Rapport

taxes, puis resta stable jusqu'au génocide. Dès l'apparition du multipartisme en 1991, le MRND de Butaka s'inquiéta de la fonte de ses effectifs chez les commerçants : au quartier Matheus de Kigali, où les gros commerçants allaient livrer leurs denrées, les propos du MDR étaient largement relayés⁵⁵.

À la même époque, les instituteurs et professeurs portaient la contestation à Nyabwigunge. Le métier d'enseignant, prestigieux sous la première République (Grégoire Kayibanda, Président de la République entre 1961 et 1973 avait été instituteur) avait considérablement perdu de son aura : les salaires stagnaient, les programmes valorisaient un enseignement technique, dispensé par des non qualifiés. L'appartenance élitaire s'était ainsi dissoute dans le nombre : l'augmentation des effectifs, son ouverture aux Tutsi dans le contexte des sévères quotas imposés par le centre avait parfois difficilement été vécue par des « intellectuels »⁵⁶ Hutu d'autant plus attachés à leur titre que celui-ci portait de stigmates du déclassement. Leur nombre avait réduit leurs prétentions individuelles, pas leur capacité à agir de concert. C'est en ce sens qu'ils formaient une coterie, soudée par une condition spécifique, fût-elle grisée par la fortune ou réduite à l'affaissement. Les éléments constitutifs de cette condition allaient bien au-delà de la paye commune ou de l'activité même d'enseigner ; à Nyabwigunge, le mythe de la Révolution sociale et la nostalgie de ce qu'elle avait représenté d'émancipateur avait eu un réel écho sur ses instituteurs. Le pays ne les aimait plus⁵⁷. Pourtant leur influence sur les paysans, de par les contacts quotidiens qu'ils avaient avec leurs enfants, leur ancien prestige et leur présence au cabaret, n'était pas vraiment érodée⁵⁸. L'ancienneté, le mérite et la volonté de pouvoir distinguaient parmi les enseignants ceux qui pouvaient se vanter d'être des « intellectuels ». Lors des échanges informels liés à l'enquête, il ne fut pas rare d'entendre chez certains d'entre eux un discours tribunicien sur la masse fantasmée des paysans, méprisée pour sa brutalité, révérée pour sa force.

Annuel 1985), puis 134 en 1990 (B19901130 : Monographie de la commune Butaka 1990), avant que les effectifs ne remontent à leur niveau initial en 1992 (B19930810 : Indicateurs socio-économiques 1992). Pour les mêmes raisons, il est difficile d'interpréter la croissance du nombre de cabarets, deux fois supérieure à celle de la population entre 1974 et 1992 (B19741213 : liste des cabarets, et BND1992 : recensement des cabarets).

⁵⁵ B19911010 : Compte Rendu de réunion des coordinateurs du MRND par cellules et secteurs.

⁵⁶ Sur le rôle de figures intellectuelles comme « tremplins » vers la violence identitaire, voir Sémelin (2005, 77-86).

⁵⁷ « Les enseignants étaient devenus de simples fonctionnaires alors qu'avant c'était une vocation, quelque chose de prestigieux, les enfants leur amenaient des œufs ». Entretien, Eugène Nsengimana, Paris, 08/05/2007.

⁵⁸ N19930914 : Lettre des parents d'élèves du secteur Ngaru. Les habitants du secteur s'opposent par pétition à la mutation de deux instituteurs. Aucune femme parmi les 36 signataires.

2- LE GRAND RETOURNEMENT : L'EXPERIENCE DU MULTIPARTISME (1991-1994)

L'annonce d'un « *aggiornamento politico* » le cinq juillet 1990, puis l'installation du multipartisme un an plus tard par l'adoption d'une nouvelle constitution bouleversèrent l'accès aux ressources et leur redistribution, en les soumettant à la compétition politique. Quelles en furent les conséquences sur les relations de clientèle locale ? Nous allons d'abord voir comment le cadre prévu par la Constitution de 1991, puis les Accords d'Arusha, en éloignant la perspective des élections provoquèrent l'affrontement des partis politiques. Nous analyserons l'apparition de nouveaux répertoires violents visant, par la constitution de bandes, à se défaire des anciens liens de clientèle et à en nouer de nouveaux. Enfin nous détaillerons le rôle et les ressources des *brokers* dans la constitution de ces nouveaux répertoires et dans le recours de plus en plus systématique des partis politiques à la violence entre 1991 et 1994.

Cadre et répertoires

La constitution adoptée le 30 mai 1991 consacrait l'ouverture de la deuxième République au multipartisme (article 7) et prévoyait l'organisation d'élections législatives et présidentielles au terme des mandats obtenus en 1988, soit pour 1993⁵⁹. Formellement, le Président de la République eut un premier geste d'ouverture, certes très limité, en accordant un siège au PDC lors du remaniement de décembre 1991. Toutefois, sous la pression d'une « plateforme de concertation » réunie par les principaux partis politiques d'opposition créés l'été précédent (MDR, PL, PSD, PSR), Habyarimana ouvrit l'exercice du pouvoir aux partis politiques, en confiant la direction d'un gouvernement à Dismas Nsengiyaremye (MDR) le 16 avril 1992 : le MRND conservait 10 sièges, 4 étaient attribués au MDR, 3 au PSD, 3 au PL et 1 au PDC. Négociée au cours des mois précédents, la participation des partis au gouvernement se fit sur la base de leur poids en hommes et de leur répartition dans l'ensemble du pays : elle reposait en fait sur leur capacité de mobilisation. Le gouvernement d'Agathe Uwilingiyimana, constitué le 18 juillet 1993, fut formé selon le même partage. Parallèlement, les pourparlers de paix d'Arusha entamés au mois de juillet 1992, soumettaient l'organisation des élections au processus de négociation. Signés en août 1993, ces Accords instituèrent un Gouvernement pour une période de transition à l'issue de laquelle des élections devaient être organisées. On

⁵⁹ Dans cette optique le MRND avait fait appel à un consultant en communication pour préparer la campagne « Habyarimana 1993 », sur le modèle du travail effectué par Jacques Séguéla pour François Mitterrand. ANND, *Avec le président, la force vive pour s'en sortir, Présidentielles 93, Stratégies globales*, par Jean Marie Vianney Muhuri.

le voit, la perspective des élections, qui auraient dû sanctionner l'activité des partis politiques fut sans cesse repoussée. Localement, aucune élection ne fut organisée. Les présélections de bourgmestres et de préfets en mars et octobre 1993 s'appuyèrent sur la consultation des notables des communes⁶⁰. Les nominations de bourgmestres, qui n'étaient plus du seul ressort du Président de la République, faisaient l'objet d'âpres négociations au Conseil de Gouvernement. Ce cadre institutionnel, ou plus précisément, la soumission du cadre institutionnel à des instances supérieures eût deux conséquences majeures : elle donna le pouvoir aux partis politiques, puisque ceux-ci pouvaient exiger (et obtenir) de participer au gouvernement en dehors de tout cadre de référence et fit par là même de l'activité politique le prolongement de la guerre⁶¹.

Dans ce contexte, les partis politiques cherchèrent à recruter le plus grand nombre possible d'adhérents, puisque leur participation à un gouvernement dépendait du nombre d'hommes qu'ils pouvaient mobiliser. Pour les principaux partis d'opposition (c'est-à-dire, le MDR, mais aussi le Parti Social Démocrate-PSD-, le Parti Libéral –PL), il s'agissait donc de prendre des adhérents au MRND, ancien parti unique qui disposait encore au début du multipartisme du bénéfice de son hégémonie passée. Confronté à cette concurrence, le MRND cherchait de son côté à maintenir son emprise sur ses hommes. Les partis d'oppositions (le MDR d'abord, puis les autres partis) développèrent donc un répertoire d'action⁶² visant à mobiliser leurs militants : *kubohoza*. Parallèlement, le MRND mit en place son propre répertoire parfois appelé *assaut*. Les deux furent distincts en ce qu'ils ne furent pas utilisés par les mêmes partis, ni avec les mêmes moyens, le MRND disposant toujours de la technologie de l'Etat, de la formation voire de l'assistance ponctuelle de l'armée ou de la gendarmerie. Ils se construisirent toutefois l'un en relation à l'autre⁶³, se définirent en fonction des mêmes objets et en utilisant les mêmes méthodes : contrôle symbolique des lieux publics (par les drapeaux des partis hissés sur les écoles ou les bâtiments communaux⁶⁴), contrôle de la circulation des personnes (mise en place de barrages et contrôle des cartes des partis politiques), accès aux ressources foncières (terres et boisements communaux), violence physique.

⁶⁰ Membres des Conseils Communaux de Développement, représentants des partis politiques et des Eglises...

⁶¹ Sur le processus d'Arusha, voir Jones (2001).

⁶² Tilly (1986, 541), répertoire d'action étant entendu comme « *moyen d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés* ».

⁶³ Voir Blok (1997, 12).

⁶⁴ B19930511 : Rapport annuel 1992, Entretien Jérôme Harelimana, Gitarama, 04/11/2006.

Le mot *kubohoza* a parfois été traduit par l'acte de « libérer », teinté d'ironie (les partis d'opposition cherchant à « libérer » les adhérents du MRND)⁶⁵, mais son sens littéral en éclaire plus l'intention et la pratique. *Kubohoza* désignait l'acte de défaire une botte d'herbe sèche ou de papyrus⁶⁶, en ôtant le lacet qui en maintenait ensemble les tiges. Au sens large, il s'agissait de se défaire des attaches anciennes. Dans le contexte de course au recrutement ouvert par la compétition politique, *kubohoza* désignait d'abord le fait de rompre les liens que le MRND et ses cadres avaient noués avec la population. Concrètement il s'est agit de menacer les cadres locaux du MRND, qui occupaient encore l'intégralité des postes de l'administration territoriale, de les humilier publiquement, de détruire les symboles du « Mouvement » (vêtements, drapeaux sur les bâtiments publics) et de les remplacer par ceux des partis d'opposition. Au-delà, les actions de *kubohoza* visaient également l'Etat dans son ensemble, assimilé au MRND et cherchaient à obtenir une participation massive des paysans : refus de payer les taxes, considérées comme des cotisations pour l'ex parti unique, coupes dans les boisements communaux, arrachage des cultures obligatoires, redistribution des terres communales aux paysans des environs sous l'égide des responsables des partis d'opposition, barricades posées sur les routes pour empêcher la circulation des responsables communaux ou contrôler les cartes d'appartenance aux partis. Les actions avaient souvent lieu dans la foulée des meetings qui furent massivement organisés à partir de la grande saison sèche de 1991 par les partis politiques d'opposition⁶⁷.

Localement, encore plus que nationalement, les partis politiques ne se constituèrent pas en tant que contre-pouvoir à l'intérieur de l'ordre posé par l'installation du multipartisme : ils visaient eux aussi l'hégémonie. Leurs structures locales étaient constituées sur le même modèle que celles du Parti-Etat, qu'elles dupliquaient. Si, contrairement à ce qui a pu être dit, le répertoire du *kubohoza* n'a pas été inventé à Nyabwigunge, les actions menées presque exclusivement par le MDR (les autres partis d'opposition n'étant presque pas représentés dans la commune) y furent particulièrement violentes. Dès septembre 1991, les paysans se servaient dans les bois communaux, chassaient des marchés les percepteurs de taxes et le

⁶⁵ HRW (1999, 69-75). Cette interprétation lie le mot aux noms que s'était donné le mouvement de jeunesse du PSD, « les libérateurs », *abakombozi*. Voir aussi Kimonyo (2008, 127).

⁶⁶ Délia, défaire ce qui était tressé, selon le dictionnaire de l'IRST.

⁶⁷ Les premiers compte-rendus de meetings des partis d'opposition à Nyabwigunge sont datés de septembre 1991. A Butaka, le rapport annuel de 1991 indique les premiers meetings du MDR au mois d'octobre (BND1992 : Rapport Annuel 1991).

bourgmestre se plaignait des agissements du MDR dans une lettre adressée au Préfet⁶⁸. Les meetings du principal parti d'opposition se multiplièrent dans les mois qui suivirent. En février 1992, les actes de rébellion visèrent directement le bourgmestre, Ignace Semana. Celui-ci dut fuir la commune. Mais son remplacement par une personnalité considérée comme modérée quoique membre du MRND, et formellement acceptée à ce titre par le MDR, ne ramena pas le calme dans la commune. En mai, une visite du Ministre de la Jeunesse fut accueillie à coups de pierre⁶⁹, les paysans continuaient à abattre les arbres, à occuper les terres de la commune. Les lignes téléphoniques furent sabotées ; les rapports des conseillers de secteur étaient de plus en plus alarmants⁷⁰. Cette agitation n'était pas propre à Nyabwigunge. Un rapport de la préfecture de Gitarama signale qu'elles débutèrent au même moment dans les communes environnantes⁷¹. Dans toute la préfecture, les affrontements mettaient aux prises les militants du MRND et ceux du MDR, blessant de nombreuses personnes, en tuant parfois.

A Butaka, le mot *kubohozza* apparut dans le courant de l'année 1992. Il désignait les actions menées par le MDR local à partir du tournant des années 1991/1992, lesquelles, si elles manifestaient une opposition réelle au bourgmestre et au MRND local⁷², étaient toutefois moins virulentes qu'à Nyabwigunge. L'agitation à Butaka avait pourtant précédé l'introduction du multipartisme : depuis la fin des années 1980, l'un des adversaires personnels de Xavier Lizinde, fonctionnaire à Kigali, organisait régulièrement à son domicile des séances d'apparition mariale qui, progressivement, attirèrent jusqu'à plus de 3000 personnes, dont la plupart était adolescentes. Au mois d'avril 1991, alors qu'une apparition avait été annoncée, le bourgmestre fit enfermer l'homme au cachot. Ses partisans le suivirent, encerclèrent le bureau communal, l'assaillirent à coups de pierres, puis, après que les policiers reçurent l'ordre de tirer en l'air, restèrent sur place toute la nuit pour prier et ne se dispersèrent qu'au petit matin⁷³. Dès l'apparition du MDR dans la commune, l'homme qui organisait ces apparitions en devint un des principaux dirigeants. Mais parce le bourgmestre contrôlait étroitement sa commune et fournissait à son parti tous les moyens dont il disposait,

⁶⁸N19910918 : Lettre du brigadier communal : destruction des boisements communaux. N19911005 : Lettre du brigadier communal : collecte des taxes, marché de Rusuli.

⁶⁹N19920529 : Rapport sur la visite du Ministre Callixte Nzabonimana.

⁷⁰N19920408 : Sabotage des lignes téléphoniques.

⁷¹PG19920529 : Détail des conflits liés aux partis politiques en Préfecture de Gitarama.

⁷²B19920113 : Lettre du MDR de Nyamatete sur le lever de drapeau. B19930511 : Rapport Annuel 1992.

⁷³B19910410 : Lettre de Xavier Lizinde au Ministre des Transports et de la Communication.

le MRND domina Butaka jusqu'en 1994. Le « Mouvement » organisait le plus grand nombre de meetings⁷⁴, annoncés par une moto fournie par le bourgmestre lui-même et dotée d'un haut parleur. Si à Nyabwigunge, les mouvements de jeunesse du MDR dominèrent très vite la commune, les *interahamwe* furent à Butaka à l'origine de la plupart des actes violents, bastonnant les militants des partis d'opposition, contrôlant les cartes d'appartenance aux partis politiques sur des barrières qu'ils avaient eux même érigées, ou sur la route goudronnée après avoir fait descendre les passagers des bus, de sorte que les paysans possédaient souvent plusieurs cartes d'appartenance à différents partis politiques, celle du MRND étant surnommée *ngurinzira* : laisser passer.

Comment envisager l'évolution de la violence à l'échelle nationale ? A partir des revues de presse publiées par Dialogue⁷⁵, nous avons recensé et reclassé l'évolution des mobilisations sur une année, entre octobre 1992 et octobre 1993, l'objectif étant de présenter une synthèse visuelle de leur évolution. A présent, nous nous intéressons moins aux partis qui construisent des répertoires violents qu'à l'évolution générale des mobilisations en fonction d'évènements d'ampleur nationale. Nous avons distingué différents types de mobilisations, selon leur fréquence dans la presse, au degré de violence croissant, allant de l'organisation de meetings au massacre : meetings, manifestations, hissés de drapeaux, destructions de boisements et redistribution de terres, violences sur les personnes, attentats à la bombe, assassinats et massacres. Cette méthode comporte de nombreux biais : il ne s'agit que des mobilisations rapportées par la presse⁷⁶, certaines séquences font l'objet de longs commentaires, d'autres n'apparaissent qu'en filigrane⁷⁷. La publication non continue de certains journaux, ainsi que leur périodicité approximative rendent par ailleurs certains évènements difficiles à dater. Aussi, le tableau présenté ci-après n'a de valeur qu'indicative. L'année 1992-1993 y est en ordonnée, les séquences de mobilisation en abscisse :

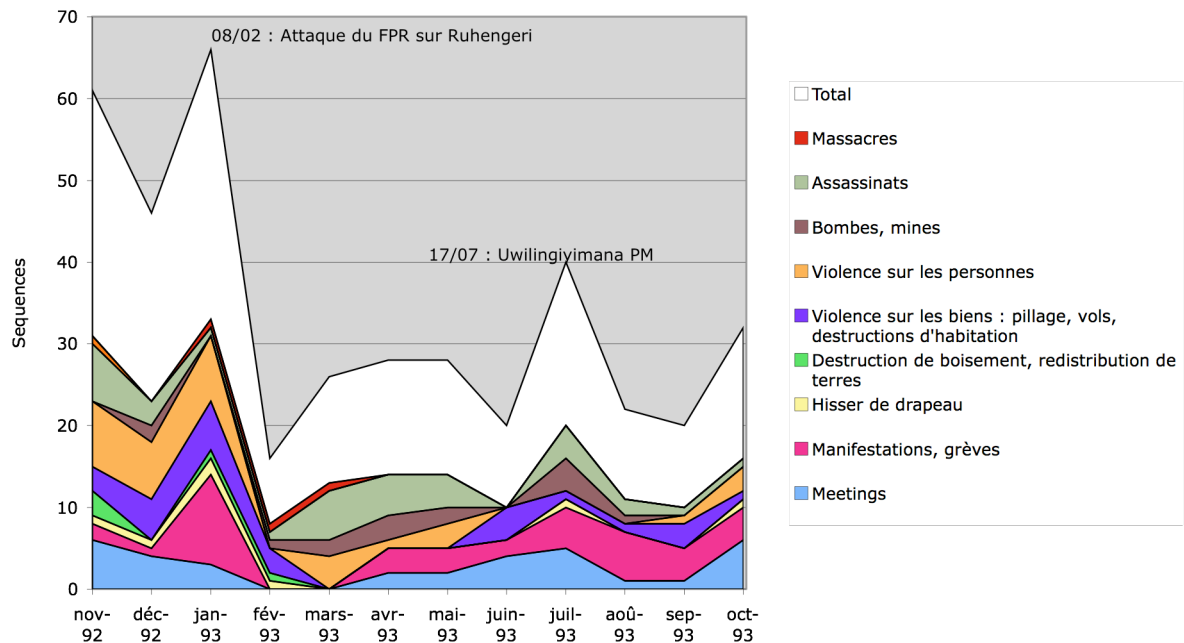
⁷⁴ A notre connaissance, le MRND ne put durant toute la période du multipartisme, organiser aucun meeting à Nyabwigunge.

⁷⁵ Revue Dialogue, Revues de presse, n°47 à 99.

⁷⁶ L'échantillon est de plus soumis à la sélection opérée par la revue de presse, même si celle-ci fut très large, et que les différents journaux ont en général couvert les mêmes évènements.

⁷⁷ Nous n'avons comptabilisé un événement que s'il était mentionné par au moins deux journaux différents.

Mobilisations dans la presse nationale : octobre 1992-octobre 1993



Telle que synthétisée par ces courbes, la violence participe de l'évolution de la vie politique, à laquelle elle sert de ressource tactique : elle ne la sanctionne pas. Les deux événements que nous soulignons (l'attaque du FPR du 8 février et la nomination d'Agathe Uwilingiyimana au poste de Premier ministre) viennent ainsi clore des séquences de mobilisation. L'influence de la guerre se perçoit en revanche dans les types d'action violente, qui changent après l'offensive du 8 février : les contentieux impliquant les terres et boisements communaux, laissent place aux attentats à la bombe et à des campagnes d'assassinats.

Parrainage et déclassement

Qui furent les hommes à l'œuvre sous le multipartisme ? Nous l'avons dit, la perspective des élections, qui auraient dû servir de cadre et de sanction à la compétition politique restait vague et lointaine. Pourtant l'introduction du multipartisme avait mis à mal l'ordre qui constituait la deuxième République et les quelques patrons qui pouvaient prétendre à l'exercice du pouvoir, ne serait-ce qu'en se coalisant, s'attelèrent au recrutement d'hommes de main, puisque les électeurs étaient provisoirement inutiles. A partir de 1991, dans les cabarets, le long des routes menant aux centres, lors de meetings ou de visites les uns aux autres, les patrons relayèrent dans les communes l'agitation de Kigali et de Gitarama : ingénieurs agricoles, inspecteurs scolaires, enseignants, commerçants, de projets de développement soutenaient ou contestaient les bourgmestres, chacun cherchant le ralliement de tous. Mais alors qu'elles se tournaient vers les paysans parce qu'elles avaient à nouveau *besoin* d'eux, le changement du

comportement économique des élites locales, leur préférence pour l'accumulation, pour le réinvestissement sur la famille nucléaire et leur horizon infiniment plus vaste que celui des terroirs les avaient rendues collectivement impopulaires. L'écart croissant entre les élites et leurs hommes, que l'ordre instauré par la deuxième République avait tenté de recouvrir par la création d'organisations spécialisées et verticales (URAMA, le CESTRAR, ou encore le syndicat paysan *Imbaraga*), était de plus en plus visible aux observateurs⁷⁸. Entre 1991 et 1994, elles durent donc s'appuyer sur des intermédiaires afin de recruter, coordonner et mobiliser les paysans au sein des partis politiques et dans les actions contre l'autorité que nous venons de décrire.

Le rôle des intermédiaires et courtiers dans la diffusion de mots d'ordre et la construction de coalitions a fait l'objet d'une attention soutenue de la part de la littérature consacrée aux rapports interindividuels (réseaux sociaux, clientèle) et plus largement à la construction et au fonctionnement routinisé d'organisations⁷⁹, dont l'Etat⁸⁰. Les mots anglais *brokers* et *brokerage*, désignant ces courtiers, ruffians, souteneurs, recouvrent des situations formelles très différentes. L'entremise peut être verticale, par exemple pour aider l'Etat central à s'implanter à ses marges, ou horizontale, pour rapprocher des factions locales ou nationales. Sa définition la plus large les considère comme le lien entre plusieurs sites sociaux qui sans eux n'interagiraient pas⁸¹. Pourtant, quels intermédiaires pouvaient apparaître, à côté des responsables et membres des comités de cellule ? Là encore, il nous faut souligner à quel point les partis politiques dupliquèrent les structures du Parti-Etat, créant chacun un conseil et une assemblée communale⁸², élisant des comités locaux forts d'une dizaine de personnes dans chaque secteur⁸³, comprenant président, premier et second vice-présidents, trésorier... Cette formalisation permet de connaître un peu mieux les courtiers du multipartisme. La position est

⁷⁸ De Lame (1996, 295), Longman (1995, 9).

⁷⁹ Voir Barth (1990, 31-41) ; Boissevain (1974, 47-170) ; Blok, (1975, 103-141) ; Mc Adam et al. (2001, 157-159).

⁸⁰ Voir Tilly (1964, 81-110) ; Tilly (1990, 185-190) ; Kettering (1986, 40-68) ; Hillmann (2008, 287-331).

⁸¹ « (...) *linking of two or more currently unconnected social sites by a unit that mediates their relations with each other and/or with yet another sites. Brokerage reduces transaction costs of communication and coordination among sites facilitates the combined use of resources located at different sites and creates new potential collective actors* », in Mc Adam et al. (2001, 157).

⁸² B19930929 : Liste des organes communaux des partis politiques.

⁸³ N19911013 : Rapport du conseiller de Kagogwe sur les élections des représentants de secteur du MDR ; N19911013 : Rapport du conseiller de secteur Kibimba sur les élections de représentants de secteur MDR.

analytique⁸⁴. Elle ne se cantonne pas à une seule activité et met en jeu plusieurs types d'intermédiaires (*umuhuza*). Le *brokerage* est une situation, pas une condition. La relation qu'il instaure est vouée à se prolonger dans le temps. Le terme de l'échange est sans cesse repoussé. La possibilité même de la relation est fondée sur ce report de la réciprocité. Si cette relation est réelle, l'échange qui la sous-tend est évasif, voire fictif. La différence élémentaire des statuts qui s'y rencontrent les pousse à se projeter ensemble dans le temps. Cette inscription commune dans la durée ainsi que l'altérité des statuts qui y sont mis en contact désigne presque automatiquement dans le *brokerage* des patrons et leurs recrues.

Nous avons déjà dit que les leaders locaux des partis politiques étaient salariés, dans leur écrasante majorité. Qu'ils soient ou non opposés aux bourgmestres, le militantisme était consubstantiel à l'activité des patrons que nous avons détaillée plus haut. Leurs postes étaient trop élevés, trop importants pour leur permettre de se tenir à l'écart de l'activité des partis. Le silence était suspect, il appelait les critiques, les envieux, les rivaux. En soi, il y avait peu de différences à s'engager contre ou en faveur des bourgmestres : à Butaka ceux qui manifestaient leur fidélité à Xavier Lizinde, grandissaient par la même occasion dans son dos, se positionnant chacun autour de lui en attendant une défaillance. Au-delà des principales personnalités des communes, on trouvait parmi les intermédiaires du multipartisme une partie des salariés, enseignants ou commerçants que l'expérience du déclassement avait affaiblis : ainsi des professeurs qui restaient cantonnés à l'école primaire, des commerçants qui s'irritaient de plus en plus de l'élévation des taxes ou espéraient en s'engageant auprès du bourgmestre en être dispensés l'année suivante. Pour l'ensemble des partis des deux communes, les membres des comités communaux, instances élitaires en tout point comparables à celles de l'ancien parti unique, étaient quasiment tous salariés : enseignants, personnels administratifs, employés de projets de développement. A partir de l'échelle inférieure des conseils de secteur, les représentations des partis politiques commençaient à intégrer quelques paysans, aisés pour la plupart.

En dessous de ces personnalités, ce qui fait le trait commun aux *social brokers* est, selon Boissevain⁸⁵, leur accès aux ressources de second ordre, c'est-à-dire le fait qu'ils disposent d'un tissu relationnel dense et varié qu'ils mettent à la disposition des patrons. Ce travail est celui d'un facilitateur : ils mettent en contact des hommes auxquels des différences

⁸⁴ Voir Hillmann (2008, 293).

⁸⁵ Boissevain (1974, 147-148).

élémentaires, ou devenues insurmontables, interdisent d'interagir. Ils furent donc recrutés dans cette catégorie hybride, au reste devenue large, qui maniait autant de références de la sphère moderne qu'elle-même y avait un accès limité, en monnaie, objets, vêtements. Très répandus, les surnoms soulignaient, souvent avec ironie, cette volonté manifeste de s'accrocher, même à distance, à d'autres horizons. Mais ils désignaient en même temps la multitude et la variété des liens de ceux qui en étaient affublés. Kawasaki ou Maradona, les motards de Nyabwigunge, revendiquaient ainsi leur sobriquet parce qu'il indiquait leur pouvoir : « *Les motards sont populaires. Ils circulent partout. Le métier de motard est valorisé chez les jeunes et les enfants. Il te dit qu'il a été à Nyabikenke, qu'il a été à Kigali, en une fraction de seconde...* »⁸⁶. Si les motards, de par leur circulation, leur célérité, leur virilité moderne et mécanisée, affichaient leur qualité d'intermédiaires, ils n'étaient pas les seuls à se prévaloir d'un tel rôle. Les moniteurs, les encadreurs communaux de la jeunesse, qui officiaient dans les CERAI, dans les stades communaux ou auprès de l'ingénieur agronome, les artisans, que leurs boutiques plaçaient au confluent des rumeurs, savaient jouer d'innombrables « liens faibles » pour rapprocher les patrons des *baturage*. Tels que définis par Granoveter, ces « liens faibles »⁸⁷ désignent des interactions limitées en durée et occurrences, opposées en cela à la régularité des alliances et amitiés. Le contexte d'incertitude et de crise accompagnant la mise en place du multipartisme avait par ailleurs nivelé les degrés d'interconnaissance, rendant chacun attentif jusqu'aux faits et gestes de ceux dont il ne connaissait que le nom. Au-delà de la densité et de la variété de leurs relations, les *brokers* firent parfois plus fortune de leur renommée que de leurs réseaux : pour se gagner des hommes, il fallait *aussi* faire savoir ce que l'on pensait, se vanter de sa proximité aux uns et aux autres et parler plus fort au cabaret.

Ces intermédiaires, patrons ou *social brokers*, salariés ou non, avaient en commun de se situer à la lisière des coteries. Les premiers y étaient certes encore intégrés, mais les fluctuations du droit d'entrée (augmentation des taxes pour les commerçants, dévaluation des diplômes ou mutations intempestives⁸⁸ pour les enseignants) les rapprochaient de leurs marges. Ainsi, pour

⁸⁶ Entretien, Néhémie Mugesera, Karembe, 26/03/2008.

⁸⁷ Granovetter (1973).

⁸⁸ « *C'étaient des choses qui s'organisaient autour des enseignants, des... Il y avait beaucoup plus de gens sur les collines qui avaient fait des études, des gens qui avaient commencé le secondaire, mais ne le finissaient pas, et qui restaient sur les collines. Mais même pour ceux qui terminent... Par exemple, les jeunes qui terminent le secondaire et doivent devenir des enseignants. Tu vois comme la commune Nyabwigunge est... Il y avait des gens qui étaient de... de Kibimba, par exemple, des gens comme Joseph, ou d'autres, et que l'on envoyait enseigner à Ngaru, à Karengé, etc [secteurs très éloignés de*

les enseignants, l'important devint d'exercer au moins au-delà des deux premières années du cursus primaire. Les *social brokers* pour leur part, demeuraient en deçà. L'élévation des droits d'entrée les avait laissés à l'écart. A Nyabwigunge, en 1993, des lettres de plus en plus semblables parvenaient à la commune : « *Je vous annonce que ce Bagirubwira Vianey n'est pas un commerçant. Il doit se faire inscrire afin d'avoir un registre de commerce. Il a une maison à Kizungu, il fait de la couture pour les baturage avec un petit commerce de manioc, et cela n'atteint pas 10 000 francs. Quand il a vu votre lettre lui enjoignant de s'inscrire sur le registre, il a eu peur et est venu me dire qu'il ne veut pas s'inscrire. Je le comprends, je sais où il travaille* »⁸⁹. Moniteurs, veilleurs, motards, hommes à tout faire des artisans, les *social brokers* connaissaient les salariés, leurs codes, travaillaient pour et près d'eux, mais en restaient disjoints. Pour la plupart ils étaient des hommes jeunes, des cadets sociaux dont le statut matrimonial importait peu, l'éducation des enfants étant assumée par les femmes. Certains avaient vécu à Kigali ou Gitarama, partis aux études, pour travailler dans un service de l'Etat ou dans le sillage d'un commerçant, boys, pousseurs de brouette (*karani ngufu*), vendeurs de cigarettes à l'unité et de bonbons acidulés. Beaucoup étaient revenus faute d'emploi, parce que l'antenne du ministère avait fermé, parce qu'ils ne parvenaient plus à payer le Minerval, ou que leur patron pouvait se passer d'eux. Revenus sur les collines, ils s'installaient à nouveau, lorsqu'ils le pouvaient, sur la parcelle familiale. Le taux dérisoire du chômage⁹⁰, auquel était préférée l'appellation générique d'agriculteur (*umuhinzi*), masque mal l'humiliation que put représenter leur retour. Mais dans les communes également il était de plus en plus difficile de trouver une activité rémunérée : à Butaka, les veilleurs de secteurs, embauchés pour surveiller le matériel des associations et du projet Kigali-Est avaient tous été

leurs secteurs d'origine]. *Donc, au départ, ils le faisaient vraiment sans broncher, ce n'était pas un problème pour eux, enfin ils subissaient sans broncher... Mais progressivement ils ont commencé à réagir... Des fois, on prend quelqu'un, il est de Kibimba, on l'envoie à Ngaru, au lieu d'y aller il change de secteur scolaire, il part, il va s'installer dans une autre commune, il quitte carrément Nyabwigunge. Il va enseigner ailleurs. Et tous ces gens-là, à cette époque, ils ont commencé à parler. Ils n'avaient plus peur. C'est le régime peut-être qui s'affaiblissait, qui n'était plus aussi sévère qu'avant. Là où ils allaient, dans les cabarets, avec les paysans, ils se mettaient à parler, ils les incitaient à la désobéissance* ». Entretien, Eugène Nsengimana, Paris, 08/05/2007.

⁸⁹ N19930903 : Lettre du conseiller de secteur Kirwa. Voir aussi N19930909 : Lettre du conseiller de secteur Kirwa. N19930912 : Lettre du conseiller de secteur Shaki.

⁹⁰ Les chiffres du chômage n'étaient pas indiqués dans les statistiques communales. Ils restèrent très faibles à l'échelle nationale parce que les non-salariés étaient considérés comme agriculteurs. Pourtant dès la fin des années 1970, les autorités centrales avaient conscience du sous-emploi rural : « (...) il y a toutes les raisons de croire qu'il y a un déséquilibre sérieux sur le marché de l'emploi : dans la plupart des régions, la main d'œuvre disponible excède considérablement la demande » in République Rwandaise, *L'intégration économique des jeunes non scolarisés et descolarisés*. Ministère du Plan, Ministère de la Jeunesse, Kigali, 1978.

licenciés en novembre 1992, parce que la commune ne pouvait plus les payer⁹¹. Deux mois plus tard, le bourgmestre licenciait les moniteurs agricoles⁹². S'ils étaient désœuvrés, ces hommes n'étaient pourtant pas à l'écart du reste de la société. Les petits travaux ponctuels qu'ils effectuaient pour les uns et les autres les amenaient à se déplacer en permanence dans l'espace public. En transportant des pierres, en aidant à la construction des modestes bâtiments des centres, en acheminant les récoltes de café de foyers indigents ou trop vieux pour les mener eux-mêmes à la coopérative, ils manifestaient au contraire leur intégration à la vie des collines.

La guerre et le multipartisme leur furent une bénédiction. La première apportait l'occasion d'une promotion sociale inespérée. La chose n'était certes pas nouvelle⁹³. Toutefois la guerre contre le FPR avait non seulement renouvelé cette promesse, mais l'avait encore rendue accessible à de plus en plus d'hommes, dans un contexte d'appauvrissement général de la population : entre 1990 et 1993, les effectifs des Forces Armées Rwandaises passèrent de 5200 à plus de 40 000 soldats⁹⁴. Il peut sembler plus étrange en revanche que le multipartisme valorisât les anciens militaires. Nous l'avons dit, le répertoire du *kubohoza* procédait d'une version idéalisée de la guerre dans ses registres modernes (ainsi les batailles pour « prendre » les bâtiments communaux en y hissant des drapeaux) ou plus anciens comme la formation d'expéditions destructrices. Les anciens militaires, qui disposaient de ce savoir-faire et dont nous avons dit que la deuxième République les avait déjà choyés, devinrent des pièces importantes dans les dispositifs locaux des partis politiques. A Nyabwigunge, Gilbert Habimana qui venait d'une famille de paysans pauvres avait connu par l'armée une promotion sociale considérable. Son contrat achevé, il était revenu à Nyabwigunge, mais n'avait pas trouvé d'emploi. Le reclassement dans les parcs nationaux était en général réservé aux

⁹¹ B19921113 : CRCC du 27 novembre 1992. Il y avait des veilleurs dans 12 des 15 secteurs de la commune.

⁹² B19930115 : CRCC du 15 janvier 1993. Un moniteur agronome par secteur.

⁹³ « *Il y avait beaucoup d'autres gens de Nyabwigunge dans l'armée. Avant j'avais vu d'autres militaires. Je les avais vus riches, dans une belle tenue, les chaussures bien cirées, et la mort ne m'inquiétait pas. Je suis allé à l'armée. De la même manière, mes trois petits frères m'ont suivi. Et beaucoup d'autres : rien qu'à Kirwa 70 personnes en tout sont allées à l'armée, nous les avons comptées un jour* [il explique que ce décompte est postérieur à la guerre, et étalé sur plus de 20 ans]. *Le test de recrutement était proche de Gitarama, et Kirwa n'est pas loin de Gitarama. Plus on allait vers le Nord de Nyabwigunge, moins les gens venaient passer les tests. Celui qui m'a influencé, c'était Gervais Harelimana. On était de la même famille élargie. Je suis son oncle, mais il est plus âgé que moi de dix ans* ». Entretien, Jérôme Harelimana, Gitarama, 04/11/2006.

⁹⁴ Voir Braud, (2005, 765). Guichaoua (1995, 767), donne des chiffres sensiblement différents : 10 000 hommes (gendarmes inclus) en 1990, et environ 35 000 (gendarmes inclus) en 1994.

ressortissants du Nord, et à la commune, Ignace Semana qui se méfiait de lui, le trouvant brutal, ne lui avait pas proposé de poste de policier⁹⁵. Lorsqu'en 1991, les partis politiques étaient réapparues sur les collines, Gilbert Habimana, qui de dépit avait ouvert un petit débit de boisson, s'était de lui-même présenté au MDR.

De fait, dans les deux communes, les *brokers*, patrons et recrues, furent les membres actifs des bandes et expéditions de *kubohoza* du MDR ou d'*assaut* du MRND, dont nous avons précédemment détaillé les modalités. Ceux qui empêchaient les élites locales de dormir⁹⁶ ou au contraire poursuivaient les opposants du bourgmestre étaient des patrons salariés, enseignants, commerçants, fonctionnaires communaux d'un côté, et des *social brokers* de l'autre. Les premiers s'inscrivaient dans la compétition politique. Ils faisaient certes partie des élites, mais sentaient bien que leur avenir était suspendu à autre chose qu'à cette appartenance devenue triviale. Il fallait en outre s'assurer une position au sein de l'ordre politique local, en misant soit sur la configuration existant autour du bourgmestre, soit sur l'ordre alternatif que le multipartisme leur permettait d'imaginer. Les seconds obtenaient des bénéfices immédiats (un peu d'argent, quelques bières au cabaret) et la possibilité d'un avancement au sein de l'ordre que leurs patrons étaient occupés à bâtir. La brutalité constitutive des répertoires de *kubohoza* et d'*assaut* donnait à ces hommes, souvent pour la première fois, l'impression que le pays leur appartenait. Aussi la violence du multipartisme procédait-elle d'un ordre renversé : à ceux qui l'exercèrent, elle fut gueularde, joyeuse, moqueuse, l'étalon révélé de la valeur des hommes et de leurs biens. Elle fut d'autant plus incompréhensible à ceux qui la subirent que sa langue même leur échappait. Les rapports dressés par les conseillers, les lettres envoyées aux communes par les victimes de l'un ou l'autre répertoire décrivaient cette atmosphère de fête et l'expliquaient d'autant moins que ses auteurs même en essayaient les quolibets. Les militants du multipartisme y sont décrits buvant et dansant dans la rue nuit et jour. Ils injuriaient leurs adversaires, se vantaient de leur force, menaçaient publiquement leurs proies. En lui-même, ce zèle à détruire ensemble proposait un ordre parallèle, des liens tissés ou recréés dans l'action commune. Les mots de *kubohoza*, d'*akazu*, d'*assaut*, de *rukokoma* recouvrirent progressivement l'expérience quotidienne de la société jusqu'au sein des familles elles-mêmes : « *Un jeune nommé Nikobahoze, fils de Bizimungu Anatole a blessé la vache de son père avec une machette. Il a coupé les plans de bananiers et cassé d'autres*

⁹⁵ Entretien, Esdras Kamali, Karembe, 31/10/2006.

⁹⁶ N19920129 : Procès verbal du conseil communal du 23/01/1992 : « *Le conseiller de Karembe ne dort plus à cause des brigands qui passent la nuit au-dessus de sa maison en criant et en l'insultant. Monsieur Nzajinyanza lui non plus ne peut plus dormir* ».

effets de la maison en se disant Rukokoma »⁹⁷. Bien sûr, les menaces proférées concluaient des rancœurs accumulées parfois depuis de longues années. Un court exemple permet d'illustrer ce dernier aspect : le 27 décembre 1992, une lettre de Jean-Pierre Ndegeyinka, résidant à Nyabwigunge, parvint à la commune. Elle apporte un autre éclairage sur l'autonomisation de réseaux verticaux au sein d'institutions telles que les coopératives ou les partis politiques. L'auteur était un notable de Karembé⁹⁸, salarié d'une association de développement, Hutu, qui avait adhéré au MDR dès sa refondation. On pourrait s'étonner que, dans le contexte d'affrontement généralisé entre partis politiques qui marquait l'année 1992, une personnalité du MDR s'adressât à un bourgmestre MRND pour lui demander sa protection. Mais Jean-Paul Nabahire, qui avait succédé à Ignace Semana depuis le mois de janvier, était connu pour sa modération.

Ndegeyinka explique qu'un complot est ourdi contre lui ; trois hommes, *interahamwe* vivant dans son secteur, annoncent publiquement leur intention de lui nuire : « *Je suis inquiet, j'ai peur qu'un projet de vengeance me concernant, où l'on jetterait une grenade sur ma maison, soit en préparation* ». Il détaille les hommes ligüés contre lui et donne pour chacun le motif de sa rancune : « (Le premier) *Nsabimana dit qu'il va réduire en cendres ma maison par grenade. Il a dit cela à la boutique de Muremani Vianney, située près de KOBAKI, dans la soirée du 24 décembre 1992. Il était armé d'un poignard lorsqu'il l'a dit, je peux citer des témoins. Il justifie son projet par le fait qu'il a été suspendu de son travail à COFORWA et qu'il n'a pas été réembauché, alors que ceux qui ont été renvoyés en même temps que lui ont été réembauchés. Il était en effet employé à l'atelier de COFORWA mais quand nous avons instauré un système de travail sur contrat, il a refusé de travailler dans ce système. Ceux qui l'ont accepté y travaillent toujours. J'ai informé sa sœur, madame Bizimana Consolée, qui m'a dit de le laisser tel qu'il était* ». Les griefs du second sont du même acabit. Ils concernent également un licenciement : « *Le fait que les responsables de la coopérative KOBAKI ont renvoyé Twahirwa, membre des Interahamwe qui vendait de la bière de banane pour le compte de la coopérative a été considéré comme un fait devant être vengé. Les membres de la KOBAKI – dont je suis l'un des dirigeants-, après avoir constaté la dégradation de la sécurité*

⁹⁷ N19920129 : Procès verbal du conseil communal du 23/01/1992.

⁹⁸ « *Lui, c'était un entrepreneur...le Rwanda qui se lève tôt. C'est lui qui avait fait poser les installations électriques de Karembé vers chez lui, il était parmi les fondateurs de l'école APEN, il essayait de vivre à l'occidentale : électricité et eau courante chez lui, des enfants qui étudient, il peut leur payer des écoles privées, cela se voit aussi dans son habillement, celui de son épouse, de ses enfants* ». Entretien, Eugène Nsengimana, Paris, 08/05/2007.

causée par les réunions des Interahamwe au cabaret de la coopérative, et voyant que le père de Twahirwa venait souvent au soir à ce même cabaret armé d'une épée, ont décidé de licencier son fils. Mais ce geste n'est imputable ni à moi Jean-Baptiste, ni au MDR ». Pour le troisième enfin, les motifs de rancune quoique également pécuniaires, différaient quelque peu : « Nsengiyumva Faustin accuse les partisans du MDR de l'empêcher de vivre chez lui. Cet homme est notre cousin. Je sais que je n'ai rien contre lui mais son épouse doit à KOBASI près de 8000 francs de la faillite qu'elle a eu lorsqu'elle travaillait pour la coopérative. Je n'ai pas revu cet homme mais j'ai appris qu'il travaille à Vunga chez la sœur du ministre Callixte [il s'agit du ministre Callixte Nzabonimana, MRND, puis POWER, originaire de Nyabikenke, dont nous avons vu plus haut qu'il avait été accueilli à coups de pierres par le MDR de Nyabwigunge lors d'une visite en mai 1992]»⁹⁹.

Au-delà des rancœurs personnelles, la lettre illustre la panique croissante de notables locaux devant la dissolution des élites dans le banditisme social. Le divorce que décrit avec effroi Ndegeyinka, notable modéré, était ainsi perceptible jusqu'au sein des coopératives. Ces structures, dont la majeure partie demeurait informelle, malgré leur institutionnalisation croissante à partir de la seconde moitié des années 1980, concentraient des relations verticales sous une formalisation mutualiste, unissant les élites locales, régionales et nationales aux paysans. Si un rapport du milieu des années 1960 déplorait le peu de coopératives au Rwanda¹⁰⁰, une multitude de sociétés informelles d'entraide existaient sous forme de tontines réunissant des voisins, des parents, les membres d'un groupe religieux... Leurs membres cotisaient à chaque réunion successivement au profit de chacun d'entre eux ou pour la réalisation de tâches d'utilité collective. Ces microstructures, profondément ancrées sur les collines rwandaises étaient conçues comme les garantes d'une paix sociale : orientées vers la constitution d'un bien collectif¹⁰¹, elles permettaient aux paysans qui y participaient un accès ponctuel à la monnaie. La deuxième République, qui les soumit aux mots d'ordre du « développement », en encouragea la diffusion mais aussi la formalisation bureaucratique. Au sein des tontines et des coopératives, les patrons pouvaient tisser des liens de clientèle et de solidarité interindividuelles à l'abri de la contestation collective des coteries ou de groupes

⁹⁹ N19921227 : Lettre de Jean-Pierre Ndegeyinka, représentant légal suppléant de COFORWA au bourgmestre de Nyabwigunge.

¹⁰⁰ En 1963, il n'existait que huit coopératives pour l'ensemble du pays selon *Le mouvement coopératif au Rwanda*, Rapport non signé, non daté (probablement milieu des années 1960), p.22.

¹⁰¹ « La prolifération des tontines au Rwanda s'ancre de façon remarquable dans les représentations collectives : l'épargne, dans la tontine, cesse d'être un mal individuel et matérialise, au contraire, une mise en circulation, certes restreinte, mais collective ». de Lame (1996, 171).

plus larges formés sur l'activité commune. De fait, il nous fut très difficile d'accéder à des informations fiables au sujet des tontines du multipartisme. Jean-Pierre Ndegeyinka, qui semble indiquer qu'au moins parmi les plus établies d'entre elles se répercutait la tension croissante opposant les élites aux *social brokers*, considérait ce divorce, cet affrontement – et sa propre mort- comme inévitables : « *Cela me fait mal au cœur d'entendre quelqu'un dire qu'il va lancer une grenade sur ma maison pour liquider toute ma famille. Voilà pourquoi je vous le dis : lorsque la chose arrivera, au moins, vous saurez d'où cela vient* ». Il n'écrivait pas au bourgmestre pour lui demander la sécurité, laquelle échappait largement à ce dernier, mais parce qu'il le considérait comme son semblable, notable et modéré. A le lire, les rancœurs dirigées contre lui visaient son appartenance élitaires, ce qu'il souligne en se défendant : « *Il y a quelqu'un que je ne veux pas citer ici, proche des interahamwe (et c'est son droit), qui m'a demandé avec rancœur pourquoi nous avons suspendu ce Twahirwa. Il estimait notre geste injuste. Pourtant cet homme n'est pas membre de la coopérative. Je lui ai dit qu'étant l'un des responsables de la coopérative et l'un des responsables du parti, je suis préoccupé par le maintien de la paix et de la sécurité, mais qu'un problème particulier ne doit pas me concerner, du moment que la décision a été prise par une équipe* ». Les liens évoqués avec le ministre Nzabonimana illustrent la logique du parrainage : les griefs n'étaient exploités qu'à partir du moment où une protection supérieure en garantissait la légitimité.

3-EPILOGUE : L' ORDRE POWER ET SES HOMMES

Comment envisager la constitution du nouvel ordre Power, qui se développa entre 1992 et 1993 et finit par s'imposer progressivement au pays après la mort de Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994 ? Formellement, le mouvement Power apparut suite à l'assassinat, le 21 octobre 1993 de Melchior Ndadaye, président Hutu démocratiquement élu au Burundi. Deux jours plus tard, à l'issue d'une « marche de soutien au peuple burundais », les membres des principaux partis politiques (MRND, MDR, PL, et la coalition pour la Défense de la République-CDR) annonçaient la constitution d'un front Hutu. Au cours du mois suivant, les partis politiques d'opposition (MDR, PL, PSD) éclatèrent : au sein de chacun d'eux, une faction Hutu Power se constitua. Dans les deux communes de l'enquête toutefois, la fin de l'année 1993 ne marque pas de changement particulier, et le mot Power est absent des archives, aussi bien à Butaka qu'à Nyabwigunge. Dans les faits, l'ordre Power était installé depuis 1992 à Butaka, tandis qu'il ne s'imposa que très tardivement, en mai 1994, à

Nyabwigunge. Après avoir analysé son apparition progressive dans les deux communes, nous allons décrire plus précisément la formation et les actes de deux bandes pendant le génocide.

Entreprenariat et consensus des coalitions

A Butaka, il faut remonter à la fin de l'année 1992 pour que les premiers massacres de Tutsi et d'opposants soient envisagés. Nous avons dit que le bourgmestre d'alors, Xavier Lizinde, avait bâti sa carrière sur des liens de proximité avec la famille présidentielle. Le congrès national du MRND rénové constitua en quelque sorte sa consécration : il accéda à cette date à la présidence du Parti pour la Préfecture, poste dont il ne pouvait rêver à peine deux ans plus tôt¹⁰². Il avait bénéficié de la démission des deux principaux caciques de la région. Le premier parce qu'il ne disposait pas d'une assise territoriale d'envergure dans Kigali Rural, le second, plus modéré, parce qu'il avait quitté le MRND. Ce poste important permit à Lizinde de se mettre en valeur auprès des responsables nationaux du parti et de l'entourage présidentiel, en prenant des initiatives. Le 30 octobre 1992, le premier protocole des Accords d'Arusha, relatif au partage du pouvoir avait été signé, limitant encore le nombre de postes gouvernementaux du MRND, du fait de la participation du FPR au gouvernement. Dans les semaines qui suivirent Habyarimana les désavoua publiquement, les qualifiant de « chiffons de papier » le 15 novembre. Le 22 novembre, au cours d'un discours incendiaire, Léon Mugesera, cadre du MRND à Gisenyi et fonctionnaire à Kigali appela au cours d'un discours à Kabaya, à « renvoyer les Tutsi en Ethiopie par la Nyabarongo ». Dans un tel contexte, Lizinde décida, en prenant des initiatives de montrer son zèle personnel à l'entourage présidentiel, comme il avait coutume de le faire à l'époque où le développement était idéologie d'Etat. Aux derniers jours de novembre, en concertation avec les bourgmestres et des responsables du MRND des communes voisines de Gikoro, Rubungu et Gikomero, il prépara pour le début du mois suivant un meeting de grande ampleur¹⁰³, regroupant des militants du MRND et des *Interahamwe* des quatre communes. Assurés de la neutralité bienveillante du commandant du groupement militaire de Rwamagana, rassemblés de chaque côté de la route goudronnée dans les communes de Gikoro et Butaka, les miliciens devaient massacrer les Tutsi et membres de

¹⁰² Guichaoua (2001).

¹⁰³B19921130 : Lettre de Xavier Lizinde pour la préparation du meeting du 13 décembre. B19921205 : Lettre du bourgmestre de Gikoro sur le meeting du 13 décembre. B19921207 : Lettre du Président du MRND de la commune de Gikoro pour le meeting du 13 décembre. B19921208 : Lettre Musabimana sur le meeting du 13 décembre.

l'opposition des secteurs Rwamashongoshyo de Gikoro et Rusoli de Butaka¹⁰⁴. Le massacre fut finalement empêché par une directive de Dismas Nsengiyaremye qui eut connaissance de la préparation des tueries l'avant veille de la date prévue¹⁰⁵. Il est difficile de savoir si l'opération avait été requise en haut lieu : aucune pièce d'archive ne vient établir une quelconque commande. La correspondance échangée avec les bourgmestres des communes impliquées évoquait un « meeting spécialement important », mais n'en détaillait évidemment pas le déroulement. Le lendemain, le Préfet de Kigali fut dépêché en urgence à Butaka, pour une réunion de recadrage avec les principales notabilités de la commune. Le contexte propice, l'existence d'un précédent dans la région (les massacres du Bugesera commis en mars 1992) et la volonté de montrer que le Parti était tenu et discipliné à l'Est de Kigali, que ses cadres travaillaient ensemble, que les milices fonctionnaient et que l'opposition était muselée peuvent avoir suffi à Xavier Lizinde pour prendre l'initiative du massacre.

Si les archives de Nyabwigunge rapportent, de manière quasi quotidienne, les actions souvent violentes des partis politiques, elles montrent aussi un net accroissement de la violence privée, intime, en 1992 et 1993. Pourtant, aucun des actes de violence mentionnés dans les rapports de la commune ou sa correspondance n'y fut justifié par l'appartenance ethnique. Nyabwigunge servit même d'abri aux réfugiés de Kibilira, la commune nordiste située de l'autre côté de la Nyabarongo, lorsque des pogroms y furent organisés contre les Tutsi en janvier 1993¹⁰⁶. Les menaces proférées par les JDR et les *interahamwe* concernaient plus les notabilités de la commune. Les rapports de criminalité recensent de plus en plus d'agressions, de vols, de viols impliquant des voisins, parfois les membres d'une même famille. En deux ans, les conditions de vie s'étaient considérablement dégradées : à Rusuli, la famine avait décimé trois familles, une vingtaine de personnes en tout¹⁰⁷. Les armes, mises en circulation par les responsables des partis politiques ou des milices, par les militaires en permission ou les déserteurs, circulaient sur les collines : il n'était pas rare que l'éclat d'une grenade réglât une dispute au cabaret, que des coups de feu fussent tirés pour menacer l'un ou l'autre. Si le bureau communal était informé il put de moins en moins rétablir la sécurité, ou ne serait-ce que diligenter une enquête : à partir du mois d'octobre 1992 et jusqu'au génocide, les

¹⁰⁴ Nous avons dit plus haut que du fait de l'installation du paysannat les secteurs étaient presque ethniquement homogènes à Butaka. Le secteur Rusoli était le plus peuplé de la commune.

¹⁰⁵ B19921211 : Instructions Nsengiyaremye pour empêcher les massacres du 13 décembre.

¹⁰⁶ N19930125 : Déclaration des élèves réfugiés à COFORWA en provenance de l'école secondaire de Giciye. N19930126 : Rapport de Jean Habimana, agent du ministère de l'agriculture, au sujet de l'attaque de Gitarama par Gisenyi.

¹⁰⁷ N19920430 : Recensement des victimes de la famine, Rusuli.

fonctionnaires communaux ne furent pratiquement plus payés¹⁰⁸. Les partis politiques seuls, largement liés au désordre étaient en mesure, de par leur puissance de mobilisation de ramener l'ordre¹⁰⁹. Gilbert Habimana, élu représentant du MDR, se vantait ainsi de pouvoir obtenir la bastonnade ou l'assassinat de qui bon lui semblait¹¹⁰. Les partis étaient également implantés selon de claires limites territoriales, le MRND contrôlant les secteurs liés à l'ancien bourgmestre, le MDR disposant du reste du territoire de la commune.

L'assassinat de Juvénal Habyarimana permit à la coalition Power de prendre le pouvoir à l'échelle nationale. Une fois de plus, les deux communes de l'enquête constituent comme deux pôles d'une semblable histoire : le génocide commença très tôt à Butaka alors qu'il n'atteint Nyabwigunge que tardivement. Les autorités communales prirent en charge les massacres à Butaka, bénéficièrent du soutien de milices envoyées de Kigali et de la présence de l'armée. A Nyabwigunge, elle s'opposèrent aux massacres pendant un mois, avant d'être destituées : les partis politiques prirent en charge la violence. Pourtant, dans les deux communes, les massacres furent constitués comme le socle d'un ordre politique en construction, porté par un consensus (même minimal) des factions locales et le zèle d'entrepreneurs politiques. Dans les deux communes, les hommes qui formèrent les noyaux des bandes (*ibitero*) avaient, pour la plupart, été les *brokers* du multipartisme.

Les massacres commencèrent à Butaka le 7 avril sous la férule de Xavier Lizinde. A l'aube, l'ambulance du centre de santé avait sillonné les différents secteurs de la commune pour en mener les responsables au bureau communal à Kirwa, puis/ou¹¹¹ à une réunion organisée au domicile de l'ancien bourgmestre, à Rusoli. Les policiers communaux firent fermer les marchés et demandèrent à chacun de rentrer chez soi, de s'y tenir cloîtré¹¹². Les principales personnalités du MRND de la commune, ainsi que les miliciens les plus en vue assistèrent à la réunion chez Lizinde. Des armes leur furent distribuées, le plus souvent avec un nombre de cartouches limitées¹¹³. Les consignes d'assassinat de la population Tutsi furent transmises à

¹⁰⁸ La situation fut identique dans les communes voisines de Nyabikenye, Rutobwe et Kayenzi : N19930113 : Pétition des fonctionnaires communaux de Nyabikenye, Rutobwe et Kayenzi adressée au ministère de l'Intérieur et du Développement Communal.

¹⁰⁹ Voir aussi Wagner (1998).

¹¹⁰ N19920129 : PV du conseil communal du 23/01/1992.

¹¹¹ Les versions diffèrent quand au lieu et à la durée de cette réunion. Certains entretiens parlent du bureau communal, à Kirwa, d'autre du domicile de Xavier Lizinde à Rusoli. Si une réunion initiale fut peut-être organisée à Kirwa, Lizinde dirigea les opérations des jours suivants depuis son domicile.

¹¹² Entretien, Claude Ayirwanda, Mabare, 25/07/2006.

¹¹³ Entretien, André Rukirumurame, Karembe, 24/04/2008.

ce moment. Les noms des opposants de l'ancien et du nouveau bourgmestre, des adversaires les plus visibles et les plus connus du MRND local et de ses cadres furent transmis aux miliciens¹¹⁴. Les hommes allaient d'un domicile à l'autre pour trouver leurs proies dont chacun connaissait, par la rumeur et le voisinage, l'appartenance ethnique. Après deux jours, des barrières furent mises en place sur les principaux croisements, gardées par les mêmes hommes qui composaient les bandes¹¹⁵. Les personnes menacées qui parvenaient à s'enfuir se dirigeaient vers le secteur Mabare, l'Eglise de Musha et le secteur Mwulire, respectivement attaqués les 11, 13 et 18 avril lors d'assauts de grande ampleur réunissant les policiers de la commune et les milices, avec le soutien de l'armée. Au total, environ 15 000 personnes furent tuées à Butaka, entre le 7 et le 20 avril 1994, date à laquelle le FPR prit le contrôle de la commune.

La mobilisation demandée à Butaka fut à bien des égards semblable à celle qui prévalait sous l'idéologie du développement : un effort était demandé à chacun pour édifier un nouvel ordre. Des commerçants fournirent les véhicules qui devaient permettre aux miliciens de se déplacer d'un secteur à l'autre. On demanda aux femmes de préparer la nourriture à partir des pillages effectués par les bandes. Le bourgmestre et les responsables du Parti pour la commune utilisèrent pleinement les liens personnels qu'ils avaient développés avec les uns et les autres sous le multipartisme pour les faire adhérer au MRND. Il ne s'agissait pas seulement de relations verticales, quoique le bourgmestre payât certaines de ses recrues, mais encore des liens transversaux noués pendant le multipartisme et qui rattachaient l'exercice de la violence à la vie quotidienne. La socialisation au sein du MRND avait permis de renouveler des connaissances : des hommes rencontrés par le parti, qui appartenaient à d'autres réseaux (comme ceux développés au sein du paysannat, entre personnes originaires des mêmes communes du Nord), mais étaient venus partager des possibilités d'emploi, chanter et partager la bière dans les meetings, faire le coup de main occasionnel contre tel ou tel et que l'on retrouvait répondant à l'appel du bourgmestre.

A Nyabwigunge, la nouvelle de la mort de Juvénal Habyarimana ne suscita aucune réaction particulière si ce n'est l'inquiétude d'une attaque des communes du Nord contre les réfugiés qui s'étaient installés depuis un an¹¹⁶. Mais la nouvelle de la reprise de la guerre, les appels

¹¹⁴ B19940320 : Liste des personnes soupçonnées d'être *inkotanyi* à Rusoli.

¹¹⁵ Entretien, Eloi Nsabimana, Rusoli, 21/09/2006.

¹¹⁶ Entretien, Jérôme Harelimana, Prison de Gitarama, 05/03/2008.

aux massacres émis par la RTLM et les récits épouvantables que livraient les réfugiés des communes voisines, poussèrent le bourgmestre Jean-Paul Nabahire à organiser une tournée de réunions publiques dans l'ensemble des secteurs de la commune, au cours desquelles il appelait au calme¹¹⁷. Ses consignes furent globalement suivies. Des barrières furent installées aux principaux croisements. On y contrôlait les épaules et les pieds¹¹⁸ des inconnus qui s'y présentaient¹¹⁹. Au cours du mois d'avril, le bourgmestre ne subit pas de pression de la part de sa hiérarchie¹²⁰. Il s'inquiétait toutefois d'une situation de plus en plus tendue. Des actes isolés visaient la population Tutsi. A Karengwe trois personnes avaient été tuées dans le courant du mois par des militants du MDR¹²¹. A Kagogwe, secteur d'origine de l'ancien bourgmestre que contrôlait toujours le MRND, on ne parlait pas d'assassinat, mais de saisir le bétail des Tutsi pour se l'approprier en commun ou le manger ensemble¹²². Au cours du mois d'avril, le ministre de la Jeunesse, Callixte Nzabonimana, originaire de la localité voisine de Nyabikenke, avait visité plusieurs secteurs du Nord de la commune, pour inciter aux massacres. Parce qu'il représentait le MRND, les militants locaux du MDR ne l'avaient pas laissé s'adresser à la population. Les esprits s'échauffaient. Craignant de plus en plus une attaque des communes voisines du Nord, le bourgmestre se décida à déplacer les Tutsi qui avaient trouvé refuge à Nyabwigunge en janvier 1993 vers Kabgayi, à l'entrée de Gitarama, où un camp de réfugiés Tutsi avait été monté. Mais le bus, parti de la commune le 28 avril, n'atteint pas sa destination : arrêtés par une barrière de la commune Mushubati, les réfugiés de Nyabwigunge durent en descendre puis furent ramenés dans leur commune d'origine où ils furent assassinés¹²³. Dans les derniers jours d'avril, au sud de la commune, une bande constituée dans les secteurs Kagogwe et Kirwa décida de piller le bétail des Tutsi du secteur voisin de Gasovu. Le conseiller de Gasovu les fit arrêter et mener au bureau communal. En chemin, traversant Kagogwe, ils furent libérés par les membres du MRND puissants du secteur. C'est probablement à cette occasion que se décida l'organisation du génocide à Nyabwigunge : l'information remonta vers Kigali que la commune refusait de participer à

¹¹⁷ « Il disait : 'L'ennemi n'est pas quelqu'un qui habite tout près de toi, c'est quelqu'un qui a une arme, qui attaque. Ce n'est pas un voisin' ». Entretien, Alphonse Kambanda, Prison de Gitarama 27/02/2008.

¹¹⁸ Les épaules pour la marque du fusil, les pieds pour celles des bottes que les soldats du FPR étaient réputés porter.

¹¹⁹ Nyabwigunge fut en avril puis en juin traversée par un nombre considérable de réfugiés, fuyant d'abord les massacres, puis l'avancée du front.

¹²⁰ Fidèle Uwizeye, préfet de Gitarama, s'opposa aux massacres dans sa préfecture et fut démis début juin 1994. Il visita Nyabwigunge fin avril, satisfait du calme qui y régnait.

¹²¹ Entretien, Elizabeth Nyirasafari, Prison de Gitarama, 01/03/2008.

¹²² Entretien, François-Paul Rukiramacumu, Gitarama, 15/05/2008.

¹²³ Entretien, Jérôme Harelimana, Prison de Gitarama, 05/03/2008.

l'ordre nouveau. L'ordre Power s'installa à Nyabwigunge en deux temps, sur trois jours consécutifs :

-le 2 mai, un sous-lieutenant originaire de Nyabwigunge mais stationné à Kigali arriva au centre de la commune avec une escorte. Il réquisitionna un véhicule et s'arrêta à chaque secteur pour y haranguer la population. Il donna lui-même l'exemple en exécutant des Tutsi à chacun de ses arrêts.

-le lendemain, le bourgmestre se rendit à Gitarama pour y chercher le salaire des enseignants. A cette occasion, un de ses amis, Tutsi, professeur au Petit Séminaire de Kabgayi où il était resté se cacher prit contact avec lui, lui demandant de l'aider à fuir. L'homme était une personnalité connue dans la région, qui avait fait ses études en Belgique au début des années 1990 et avait été un temps représentant du FPR parmi les étudiants. Il lui demanda également de protéger un autre homme, chauffeur à la région sanitaire de Gitarama. Le bourgmestre les ramena à la commune et les installa chez lui. Quelques jours plus tard, le samedi 7 mai, les considérant en sécurité, il les emmena boire une bière au cabaret où ils furent reconnus par d'anciens étudiants du séminaire. Les personnalités locales du MDR, après avoir ameuté la population du cabaret et des boutiques alentours, se saisirent des deux hommes et organisèrent un simulacre de procès à la commune, auquel assistèrent l'ancien bourgmestre, le responsable des services de renseignements du Premier ministre¹²⁴, Gilbert Habimana et deux policiers communaux. Les deux hommes furent condamnés à mort, lynchés dans la foulée, mutilés et enterrés à côté du bureau communal. De là, les bandes visant l'extermination de la population Tutsi de la commune commencèrent à se constituer. Le bourgmestre, menacé, dut fuir¹²⁵. Le poste resta vacant un mois durant : un « comité de crise » fut formé par les principaux notables de la commune, qui se contenta d'entériner les massacres et de taxer les terres dont les occupants avaient été assassinés¹²⁶. Dans chaque secteur, sauf ceux contrôlés par le MRND, le MDR institua des conseillers parallèles, qui disposaient de l'effectivité du pouvoir, supervisaient les massacres¹²⁷, mais réglaient aussi les détails de la vie quotidienne. L'autorité

¹²⁴ Originaire de Nyabwigunge, basé avec le gouvernement à Gitarama depuis le 12 avril cet homme était venu dans la commune visiter sa famille pour le week-end.

¹²⁵ PG19940510 : Rapport SRS Nyabwigunge.

¹²⁶ N19940525 : PV conseil communal ; N19940613 : PV du Comité de crise ; N19940615 : Résumé de la situation par secteurs ; N19940618 : Comité de crise.

¹²⁷ « C'étaient des groupes qui s'organisaient pour aller chercher quelqu'un quelque part et le tuer. Les conseillers n'avaient pas autorité sur les bandes. Les autorités voulaient la paix, mais les bandes, elles, voulaient tuer. Les responsables des partis politiques avaient autorité sur les bandes, pas les

de la commune était tellement faible, que le comité de crise distribua aux anciens conseillers des blocs de papier à entête de la deuxième République, pour s'assurer de l'authenticité des rapports qui leur parvenaient. Un nouveau bourgmestre, issu du MDR fut finalement nommé début juin. A cette date, les Tutsi de la commune, environ un millier de personnes, avaient presque intégralement été tués.

Deux exemples de constitution de bande :

Comment, dans les deux communes, les bandes à l'œuvre pendant le génocide furent-elles constituées ? Ces bandes (*ibitero*)¹²⁸ regroupaient plusieurs dizaines de personnes, parfois plus d'une centaine. Il s'agissait toutefois plus d'expéditions que de bandes : leur formation n'était pas régulière et seul leur noyau restait stable, entre cinq et dix personnes selon la taille de la bande. En général, une bande puissante agissait par cellule. Leur formation fut une extension de leur principe sous le multipartisme. On retrouvait à leur tête les *brokers*, devenus de plus en plus puissants pendant les affrontements du multipartisme : petits employés d'une coopérative (boulangier, sentinelle, chargé du débit de boisson...), enseignants peu qualifiés, motards, anciens militaires ou policiers, petits commerçants, artisans. Les liens entre leurs principaux membres étaient divers et s'étaient soudés pendant le multipartisme : ils travaillaient ensemble, appartenaient à la même famille élargie, au même parti politique, fréquentaient le même cabaret. Les bandes se constituaient dans l'instant¹²⁹, seuls leurs noyaux préméditaient leurs actes, guidés essentiellement par l'appât du chiffre et les

autorités de la commune, même si les autorités de la commune (ou disons, au moins les conseillers de secteurs) appartenaient aux mêmes partis politiques. Les conseillers de secteur n'avaient pas autorité sur les bandes, parce qu'ils n'étaient pas les chefs de partis dans la commune ». Eloi Ndikumana, Entretien, Prison de Gitarama 22/02/08.

¹²⁸ Voir Mironko (2004).

¹²⁹ « *Les hommes que vous trouvez aux barrières et aux rondes, vous les retrouvez souvent dans les bandes. Les bandes étaient dures. Plus dures que les barrières et plus dures que les rondes. Elles s'armaient de n'importe quoi et comprenaient en général plus de monde que les barrières et les rondes. Il n'y avait pas d'organisation préalable. Cela dépendait d'une information reçue, 'à tel endroit il y a un inkotanyi'. Ceux qui entendaient l'information accouraient, et leur nombre dépendait de l'ampleur de l'événement annoncé. Je peux parler de Karembé, où j'ai été le plus souvent. Dans la plupart des cas où les bandes ont agit, on retrouve trois personnes (...). Ces hommes avaient à peu près le même âge, ils appartenaient au même parti politique, le MDR, et avaient déjà beaucoup agit au cours de la période chaude des partis politiques. Ils étaient très connus. Même un petit enfant pouvait savoir que c'est GaHutu qui passe. Ils n'étaient pas riches, n'avaient pas de biens, et vivaient de travaux journaliers. Ils ne travaillaient pas ensemble. Mais mine de rien, on les appréciait quand même pour les prestations qu'ils rendaient.* » Entretien, Jérôme Harelimana, Prison de Gitarama, 05/03/2008.

possibilités qu'offrait le pillage des biens des victimes¹³⁰. A Nyabwigunge, ceux qui refusaient d'y participer, ou de s'y livrer avec entrain étaient sanctionnés, mis à l'écart de la communauté, mais rarement menacés de mort : ils devaient abreuver et nourrir les bandes, parfois les payer, et n'avaient pas accès aux biens pillés¹³¹. A Butaka, les musulmans de Mabare, qui collectivement avaient défendu les Tutsi du secteur regroupés dans la mosquée durent enterrer les morts, mais ne furent pas pourchassés les jours suivant l'attaque. Les bandes attiraient les curieux qui suivaient à distance les cortèges et s'y mêlaient parfois pour donner un coup, encourager les tueurs, se saisir d'un fuyard. L'action commune annulait les différences sociales et les rivalités des partis. Elle promettait à chacun, s'il y participait avec zèle, un rôle dans l'ordre nouveau que fondait la violence.

L'économie des pillages reflète les liens (re)fondés dans l'action commune. Les marchés rouvrirent assez vite à Nyabwigunge¹³². Le sel et l'essence avaient considérablement augmenté¹³³. La viande du bétail pillé, dont chacun pouvait ramener une part chez soi devint un met courant, alors qu'elle n'était d'ordinaire consommée par les paysans qu'une ou deux fois l'an. La bière, dont le partage manifestait l'amitié renouvelée, mais aussi des rapports de pouvoir et de dépendance devint très chère tant les occasions de la consommer s'étaient multipliées. Le partage des biens du pillage, leur immédiate remise en circulation permettaient de renouer des relations de clientèle. Devenus eux-mêmes entrepreneurs, les brokers soignaient leurs hommes et leurs relations avec les paysans, qui avaient fait leur fortune momentanée.

*La bande de Byemayire à Butaka-Rusoli*¹³⁴

-Byemayire était né en 1962 à Kigali, quartier Kicukiro, mais sa famille avait dû déménager faute de disposer des moyens pour y construire une maison en dur lorsque cela était devenu obligatoire au début des années 1970. Un voisin était déjà parti s'installer à Butaka, où les

¹³⁰ « On ne disait plus 'je viens de telle ou de telle région'. On se rencontrait dans la rue ou à la buvette et on disait : 'il y a un Tutsi, on va aller là-bas'. Et pour attirer les gens, pour les faire aller dans telle ou telle bande, on disait, tel Tutsi a une vache, ou bien, il va donner de l'argent ». Eloi Ndikumana, Entretien, Prison de Gitarama, 22/02/08.

¹³¹ Entretien, Eloi Ndikumana, Prison de Gitarama, 22/02/2008.

¹³² Rappelons qu'à Butaka, le génocide dura une quinzaine de jours et prit fin le 20 avril lors de la prise de la commune par le FPR.

¹³³ Entretien Vénantie Nyiraneza, prison de Gitarama, 07/03/2008.

¹³⁴ Récit reconstitué à partir de six entretiens avec le frère de Byemayire et cinq voisins.

terres étaient bonnes et leur prix abordable. La famille le suivit et acheta une parcelle pour 27 000 francs à un paysan qui partait pour l'Umutara. Byemayire n'avait pu poursuivre ses études secondaires et avait trouvé une formation de menuisier au centre CARA de Gihanga. Mais faute d'emploi, il était revenu cultiver sur la parcelle de ses parents. A la faveur de la guerre, il réussit les examens organisés au bureau communal pour devenir militaire. On mesure à quel point la promotion était inespérée : pendant la durée de leur formation, les aspirants soldats touchaient des primes de motivation variables mais toujours conséquentes, réduites à un salaire de 6000 francs par mois une fois les exercices terminés. Sa première mission ne l'exposait même pas au front : il avait été affecté à la garde d'un proche de Valens Kajehugakwa, célèbre homme d'affaire Tutsi originaire de Gisenyi qui avait fui le pays à la fin août 1990, pour rejoindre le FPR à Kampala¹³⁵. La mission échoua, l'homme parvint à quitter le pays en se jouant de la surveillance de ses gardes. En punition, les officiers responsables du peloton furent emprisonnés et les soldats renvoyés. Amer, Byemayire rentra à Butaka en 1992. Sa connaissance du maniement des armes lui permit de passer l'examen de la police communale qu'il réussit. Là, Xavier Lizinde refusa son recrutement lui préférant un membre de sa famille élargie. A nouveau Byemayire se retrouva sans ressources aux portes d'un univers auquel il voulait accéder et dont il maîtrisait les codes. Il installa alors dans la maison de son père une coopérative de menuiserie, où il employa 8 personnes, des ouvriers adultes et quelques apprentis adolescents. En 1993, Byemayire rejoint le MRND. Il fut directement recruté par Xavier Lizinde. Le contentieux qu'il pouvait avoir à son égard s'était ainsi réglé : la milice constituait le milieu de substitution le plus proche de l'armée ou de la police, où il avait échoué. Il était rétribué en argent, semble-t-il directement par Lizinde, avait reçu les vêtements et chapeaux propres aux *interahamwe* mais n'eut pas à suivre d'entraînement particulier dans la mesure où il connaissait déjà le maniement des armes ;

Originaire de la même cellule de Kibare, Eric Nsanjabatware avait à peu près le même âge. Fils unique dont le père et la mère s'étaient chacun remariés, il n'avait pas terminé l'école primaire et sa propre parcelle ne lui permettait pas de subsister, pas même de nourrir ses trois enfants. Il suivit une formation de maçon à la paroisse de Kicukiro à Kigali, où il fut surnommé Super, en raison de son caractère énergique, parfois agressif. Il participa, à la fin des années 1970, à la construction de l'école primaire de Cyimbazi. Xavier Lizinde les emmenait parfois en camionnette au chantier, discutait avec eux. Le lien fut maintenu les

¹³⁵ Sur les circonstances de la fuite de Kajehugakwa, voir Valens Kajehugakwa, *Rwanda, de la terre de paix à la terre de sang et après ?* Editions Remi Perrin, Paris, 2001, pp. 237-266.

années suivantes. Par la suite, et du fait de cette rencontre initiale, il put régulièrement aller exposer les problèmes qu'il rencontrait au domicile de Xavier Lizinde. Toutefois, contrairement à Byemayire, Super n'adhéra jamais au MRND de Butaka, et ne participa à aucun de ses meetings. Son seul acte militant pendant la période du multipartisme fut semble-t-il de forcer un jeune homme célébrant son mariage au cabaret à saluer le drapeau du MRND. Et encore accompagnait-il pour l'occasion son frère aîné, dont le pouvoir personnel, les ressources et le prestige étaient sans commune mesure avec les pauvres oripeaux dont Super pouvait jusque là se parer.

Rwakayigamba était de Super l'aîné de dix ans et habitait la cellule voisine de Gihumuza. Jeune homme, il avait bénéficié de la même formation de maçonnerie, et s'était installé à Kigali dans les années 1970. Il avait participé à la construction d'une citerne chez le président de la République lui-même. Récupérant, détournant, revendant parfois le matériaux des chantiers où il allait travailler, il s'était construit deux maisons dans le quartier Kimicanga. Ses frères devenus adultes, il était revenu s'installer à Butaka en 1988, après le partage du champ parental, estimant que la vie à Rusoli lui était considérablement moins coûteuse qu'à la capitale. Il s'installa sur une parcelle immédiatement voisine de la propriété du bourgmestre. Il construisit lui-même une boutique de *taka-taka* au centre Apega de Rusoli. Commerçant riche, réinstallé sur ses terres, revenu auréolé du prestige de Kigali, Rwakayigamba devint au cours du multipartisme l'un des membres éminents du MRND de Rusoli. Il participa aux entraînements de jeunes qui se déroulaient directement chez Lizinde. Un tel modèle de réussite n'était pas sans attraits pour la jeunesse à laquelle Rwakayigamba souhaitait s'adresser.

Au lendemain de la mort de Juvénal Habyarimana, le matin du 7 avril, le propre fils de Xavier Lizinde vint chercher Byemayire à moto et le mena chez son père. Lizinde lui fit miroiter, semble-t-il, un recrutement prochain et définitif dans la police. Mais il fallait avant cela tuer les Tutsi de la commune. On lui remit un fusil et dix balles. Les balles devaient servir à effrayer les personnes traquées, les coups de feu à les rassembler aux mêmes endroits, à les parquer en les dirigeant à distance. Les assassinats se faisaient à l'arme blanche, machette, gourdin... Chacun des dix jours suivants, jusqu'à ce que le FPR reprit la région, Byemayire vint chercher le fusil et les balles qu'il ramenait au soir chez Xavier Lizinde. Sa bande, la plus importante de Rusoli, fut d'abord construite sur la force : soumis au contrôle du bourgmestre, contraint à des résultats journaliers, Byemayire n'eut pas le temps, à ses débuts, de se

constituer une équipe. Ses employés, dont deux frères originaires de Musasa, avaient leurs propres bandes. De ses amis proches, seul vint le rejoindre Karangwa, fils d'un moniteur agricole riche de terres et de bétail, récemment diplômé, enseignant à l'école primaire. Il avait adhéré au MRND peu après Byemayire. Le premier jour, les membres de la bande, peut-être une trentaine de personnes, répandirent les consignes du bourgmestre, réquisitionnèrent les passants, les curieux, ceux qui se rendaient aux champs. Les récalcitrants furent moqués, menacés. Byemayire cherchait l'efficacité, le nombre, la réputation. Il sut que beaucoup s'étaient réfugiés chez un voisin marié à une Tutsie. L'expédition tua sans méthode particulière, abandonnant des survivants dans la hâte. A son retour, des gens apeurés, Hutu et Tutsi, s'étaient rassemblés à la fontaine. Byemayire expliqua que seuls les Tutsi étaient menacés, demanda aux Hutu de s'éloigner. Son grand frère, venu en renfort, s'attaqua le premier au rassemblement. Seuls quatre personnes parvinrent à s'échapper. Super Nsanzabatware rejoignit le groupe le lendemain. Son demi-frère, Rwakayigamba, lui avait donné une arme, ce qui piquait l'émulation avec Byemayire. On décida de se rendre au domicile d'une gendarme Tutsi, pensant y trouver d'autres armes, plus de puissance à agir ensemble. La femme n'était pas là, mais une trentaine de personnes se cachaient chez elle, qui furent presque toutes tuées. Les jours suivants, le groupe agit de manière dispersée. Byemayire et Super s'unissaient encore parfois pour chercher des armes ou lorsqu'il pensaient tuer beaucoup de monde. Mais l'un et l'autre, devenus plus puissants, avaient aussi d'autres priorités : Super ouvrit un débit de boisson et se fit une maîtresse d'une femme qu'il menaçait et dont il avait tué le mari quelques jours plus tôt. La redistribution du pillage suscita de nombreux conflits. Byemayire, pour les régler exigea que la viande fût partagée, consommée en commun et préparée par les femmes. L'arrivée du FPR, par le Nord-Est, prit l'un et l'autre au dépourvu. Byemayire parvint à se glisser vers la frontière Tanzanienne. Il n'est, à cette date, pas rentré au Rwanda. Super Nsanzabatware captura quatre personnes qu'il mena au camp de Nyagasambo où s'étaient réfugiés les Tutsi survivants. Passé en zone contrôlée par le FPR, il fut reconnu, et confondu. Sa trace se perd par la suite.

*La bande de Cyimana à Karembé*¹³⁶

Félicien Cyimana était né en 1962 à Ngaru, de père inconnu. Sa mère avait plus tard épousé un homme qui n'avait pas voulu le reconnaître. Comme la terre se transmettait de père en fils, aucune parcelle ne lui avait été promise et il n'avait pu se marier. Il ne possédait rien, ni terre ni bétail et ses voisins le considéraient comme un *umutindi*, pauvre parmi les pauvres. Au long des années 1980, il avait survécu en acheminant les denrées que lui confiaient les commerçants, vers Ngororero, ou Vunga. Il servait également de sentinelle à la coopérative KORA (le mot signifie travail en kinyarwanda), puis fut employé au même poste chez le directeur de l'école secondaire de Karembé de 1990 à 1994. Pour toutes ces activités, il était payé en argent. Cyimana avait trouvé son emploi à la KORA par l'intermédiaire d'un voisin, Bujereri, menuisier de profession, qui s'occupait de sa gestion : installée au cœur du centre rural le plus important de la commune, la coopérative possédait un débit de boisson et une petite salle de restauration attenante. Les deux hommes s'entendaient bien et avaient de nombreux amis communs, dont Pio le chauffeur du centre de santé : l'un effectuait pour lui de menues prestations, l'autre était le cousin de son épouse. Liée au PARMEHUTU, la famille de Pio avait été puissante sous la première République mais avait décliné après l'installation du régime Habyarimana en 1973. Lorsque le multipartisme fut introduit 1991, Cyimana adhéra d'abord au MRND à la suite du directeur de l'école secondaire pour qui il travaillait. Puis il devint membre du MDR, en même temps que Pio et Bujereri. Le cabaret de la KORA ne désemplissait pas. Même le prêtre de la paroisse, lui aussi du MDR, le fréquentait. Un autre responsable du MDR local, ancien policier, avait installé son propre débit de boisson à quelques dizaines de mètres de celui de la KORA. Il y avait hissé le drapeau du parti. En compagnie d'autres amis, dont le boulanger occasionnel de la coopérative et un maçon voisin eux aussi membres du MDR, Cyimana passait volontiers d'un cabaret à l'autre. Entre 1991 et 1993, ces hommes participèrent à plusieurs actions de *kubohoza* : pour planter un drapeau de force, dans des bagarres avec des militants du MRND, pour couper et distribuer le bois des terrains communaux...

Le 5 mai 1994, Cyimana et d'autres employés ponctuels de KORA ou de petits artisans du centre assistèrent à la descente du sous-lieutenant venu de Kigali. Ils écoutèrent son discours, le virent lui-même à l'œuvre, tuant l'ancien brigadier, demandant à d'autres de lui amener une

¹³⁶ Récit constitué sur la base de sept entretiens : membres de la bande, voisins et demi-frère du meneur.

famille Tutsi voisine. Plusieurs d'entre eux partirent chercher les victimes que le sous-lieutenant avait désigné. Plus tard dans la journée, ils apprirent que Ndongezi, l'ancien sous-chef Hutu nommé au lendemain de la « Révolution Sociale », avait accueilli chez lui un jeune réfugié Tutsi, qui s'occupait de l'entretien de son enclos. Ils se mirent alors en route à une dizaine et forcèrent le vieil homme à leur livrer l'enfant en le menaçant lui-même. Le fait mérite d'être signalé : l'ancien sous-chef disposait en temps normal d'une autorité considérable, ses enfants étaient des personnalités connues dans la commune, l'un d'eux était responsable des services de renseignements pour le premier Ministre pendant le génocide. La bande put le menacer sans crainte de représailles, se saisit de l'enfant et s'éloigna à la demande d'une voisine qui ne voulait pas voir le sang couler sur ses terres. Sur le chemin, certains des riverains qui assistaient à la scène rejoignirent la bande, la suivirent, excités et curieux. D'autres coururent se cloîtrer chez eux, et observer la scène au travers de l'enclos. Revenus au centre, on mena l'enfant près des corps que le sous-lieutenant avait déjà fait entasser. Cyimana le tua à l'aide d'une petite houe laissée là à cet effet. Puis la bande se dispersa ; certains, dont Cyimana, partirent en rejoindre d'autres, qui ratissaient le secteur, de foyer en foyer. Quelques jours plus tard, ayant appris qu'une famille voisine cachait une femme Tutsi et un bébé, Cyimana rassembla rapidement ses proches : son demi-frère, un autre boulanger, d'autres employés voisins de KORA dont certains avaient fait partie de la première expédition. Aucun ordre n'avait été donné, par aucune des autorités légalement ou illégalement instituée. La bande formée, qui regroupait sept personnes, se saisit de la femme et la mena jusqu'à la rivière Nyabarongo, située à plus d'une heure de marche. Pendant le trajet, la femme expliqua qu'elle était faite du même sang que ses agresseurs. Elle n'essaya pas de s'enfuir. Jetée dans la rivière, elle parvint à se dégager et, son enfant toujours sur le dos, à nager jusqu'à la rive opposée. Là, les miliciens et bandes de la commune attenante l'empêchèrent de monter sur la rive et la forcèrent à retourner d'où elle était venue. Elle fit le trajet en sens inverse, et Cyimana la tua à coups de massue. Sur le chemin du retour, la bande s'arrêta au domicile de la famille qui avait hébergé cet femme. Cyimana exigea 4000 francs, somme que ni la famille ni les voisins n'étaient en mesure de fournir. Il se saisit alors d'un mouton, que la bande partit revendre au centre. Les 4000 francs de la vente permirent d'acheter et de boire de la bière.

La plupart des membres de la bande participa à d'autres expéditions, s'agrégea à d'autres groupes, pour le meurtre et le pillages des biens de telle ou telle famille. D'autres bandes regroupèrent des grappes de relations déjà à l'œuvre dans celle de Rukirumucame. Beaucoup

fuirent vers le Zaïre lorsque le FPR prit la commune à la fin du mois de juin. Certains rentrèrent soit quelques mois plus tard, soit après 1996. La famille de Rukirumucame considère qu'il est mort pendant l'exil.

CONCLUSION

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cet aperçu local des mobilisations rurales pendant le multipartisme et le génocide ?

-D'abord, le rôle de l'Etat doit, à notre sens, être envisagé comme celui d'une faction disposant d'une technologie propre et non comme un appareil bénéficiant d'un principe hiérarchique uniforme. Cela ne revient pas à sous-estimer son poids, mais à lui donner une définition, des modes et lieux d'actions autres : l'Etat ne se confond plus avec ses structures. En ce sens, l'adhésion des élites intermédiaires au projet du génocide ne reflète ni Léviathan ni culture de l'obéissance, mais fut le fait d'entrepreneurs politiques parfois très proches des réseaux de pouvoir centraux (comme c'était le cas de Xavier Lizinde), dont seuls certains disposaient de la technologie de l'Etat. Ces hommes se rallièrent à un consensus progressivement apparu à partir de 1992. Ce ralliement fut fonction de l'évolution de l'accès aux ressources que déterminaient en dernière instance les négociations à Arusha.

-L'ordre Power, qui accéda au pouvoir après la mort d'Habyarimana, relevait d'un accord sur la fondation d'un ordre nouveau. A ce titre il ne se différencie pas fondamentalement du fonctionnement de l'idéologie du développement sous la deuxième République¹³⁷ : en 1989, Lizinde organisait des tournées dans sa commune pour promouvoir l'initiative de Bamako¹³⁸ avec le même zèle qu'il mit à la victoire du MRND sous le multipartisme et aux massacres des Tutsi de Butaka pendant le génocide. Il est objectivement difficile de savoir s'il agit en idéologue : à la fin des années 1960 il refusait qu'un Tutsi devint le comptable l'administration qu'il dirigeait¹³⁹. Pourtant en 1973, il se tint à l'écart des violences dirigées contre les Tutsi qui marquèrent la fin de la première République, parrainant et aidant dès l'installation du mot d'ordre « Unité, Paix, Développement » de nombreux Tutsi de sa

¹³⁷ A Nyabiwigunge, un orateur fait directement le raccourci au cours d'une réunion ; N19940518 : Rapport de réunion du comité de sécurité du secteur Kirwa « *Unissons nos forces ! Soyons les PAWA [Power] ! C'est comme cela que nous conduirons notre secteur vers le développement* ».

¹³⁸ Adoptée par l'OMS en 1987, l'initiative de Bamako visait à renforcer les capacités locales d'accès aux médicaments et à la santé.

¹³⁹ B19690819 Compte rendu du conseil communal : « *On ne doit pas confier à un Tutsi les affaires économiques* ».

commune qui parfois périrent en allant lui demander de l'aide pendant le génocide. L'alignement sur le mot d'ordre ethniste, qui devait se manifester par sa revendication à outrance fut, à notre sens, essentiellement tactique : l'enjeu réel concernait l'accès aux ressources.

-L'indifférenciation des ressources entraîne leur conversion dans l'ordre politique : le pouvoir de mobilisation des hommes devint sous le multipartisme la ressource par excellence, les signes d'appartenance aux partis faisant office de quasi-monnaie tandis que l'argent, subissant deux dévaluations consécutives, perdait de sa valeur. Les répertoires violents qu'exploitèrent les *brokers* n'étaient pas soumis à la restauration d'une quelconque légalité : ils *étaient* la légalité. L'imposition de la violence ne fut pas le produit d'une trajectoire historique surdéterminante : le cadre institutionnel, ou plutôt l'absence de cadre institutionnel déterminant l'accès au pouvoir et le recul permanent de la perspective des élections permirent dans les faits l'imposition des répertoires violents. La violence devint, sous le multipartisme, le mode privilégié d'allocation des ressources, menaçant par là-même la position des élites intermédiaires. A ce titre, le choix de l'ethnisme leur fut un mode de diversion qui permettait d'écarter un retournement de la violence à leur encontre, laquelle devenait d'autant plus plausible qu'un mécontentement réel s'exprimait à leur égard. Au sein de l'ordre Power, des membres de différents partis politiques, de différentes classes sociales, originaires de différentes régions manifestèrent à nouveau l'unité du pays et, comme le dirent de nombreux entretiens, « *parlèrent la même langue* »¹⁴⁰.

¹⁴⁰ Entretien, Eloi Ndikumana, Prison de Gitarama, 22/02/08, Entretien, Alphonse Kambanda, prison de Gitarama 27/02/2008, Entretien, Claver Gahima, Rusuli, 11/09/2006.

ACRONYMES :

CDR : Coalition pour la Défense de la République, créée le 23 mars 1992.

CERAI : Centres d'Education Rurale et Artisanale Intégrée.

CESTRAR : Centrale des Syndicats de Travailleurs au Rwanda.

FPR : Front Patriotique Rwandais, mouvement politique créé en décembre 1987 par les réfugiés rwandais de 1959 et 1973.

IMBARAGA : Syndicat paysan lié au MRND, créé en 1989.

MDR : Mouvement Démocratique Républicain, parti politique héritier du MDR-PARMEHUTU créé le 1er juillet 1991.

Minerval : frais de scolarité.

MRND : Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, parti politique unique de la deuxième République, créé le 5 juillet 1975, en activité jusqu'à la mise en place du multipartisme, remplacé par le Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement, créé le 5 juillet 1991.

PARMEHUTU : Parti de l'Emancipation du Peuple Hutu, parti unique de fait sous la première République (1961-1973).

PD : Parti Démocrate, créé le 7 mars 1992.

PDC : Parti Démocrate Chrétien, créé le 30 juin 1991.

PL : Parti Libéral, créé le 14 juillet 1991.

PRD : Parti pour le Renouveau Démocratique, créé le 18 juillet 1992

PSD : Parti Social Démocrate, créé le 1er juillet 1991.

RTL : Radio Télévision Libre Mille Collines, créée en juillet 1993.

TRAFIPRO : Travail, Fidélité, Progrès ; réseau de coopératives installé au Rwanda dans les années 1950.

URAMA : *Urunana rw'abanyarwandakazi mu jyambere*, Union des femmes militant pour le développement, mouvement rattaché au MRND, créé en 1988.

BIBLIOGRAPHIE :

ANDRE Catherine, PLATTEAU Jean Philippe, *Land tenure under unbearable stress : Rwanda caught in the malthusian trap*, Journal of Economic behaviour and organization, vol. 34, February 1998.

[ANONYME], *Historique et Chronologie du Ruanda*, Ministère des Colonies, Belgique, 1954.

BARTH Fredrik, *Political leadership among Swat Pathans*, Athlone Press, London 1990.

BECKER Howard S., *Outsiders, Etudes de sociologie de la déviance*, Edition Métailié, Paris, 1985.

BEZY Fernand, *Rwanda 1962-1989, bilan socio-économique d'un régime*, université catholique de Louvain, Institut d'Etudes du Développement, Louvain, 1990.

BLOK Anton, *The mafia of a sicilian village 1860-1960, a study of violent peasant entrepreneurs*, Basil Blackwell, Oxford, 1974.

BLOK Anton, *Les cavaliers du Bouc : brigandage et répression en Basse Meuse (1730-1778)* in Cultures et conflits n°24-25, Hiver-Printemps 1996-1997.

BOISSEVAIN Jeremy, *Friends of friends. Networks, manipulators and coalitions*, Basil Blackwell, Oxford, 1974.

CHRETIEN Jean-Pierre, *Echanges et hiérarchies dans les royaumes des Grands-Lacs de l'Est africain*, in Annales Economies, Sociétés, Civilisations, Année XXIX, volume 6, 1974.

CHRETIEN Jean-Pierre, *Les deux visages de Cham. Points de vue français du XIXème siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale*, in Pierre Gural, Emile Temime (dir.), *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*, Editions du CNRS, Paris, 1977.

CHRETIEN Jean-Pierre (dir), *Rwanda, les médias du génocide*, Editions Karthala, Paris, 2002.

D'HERTEFELT Marcel, DE LAME Danielle, *Société, culture et histoire du Rwanda, Encyclopédie bibliographique 1863-1980/87 (deux tomes)*, Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 1987.

DE LAME Danielle *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête, Transformations et blocages du Rwanda rural*, Musée Royal de l'Afrique centrale, Tervuren, Belgique, 1996.

FUJII Lee Ann, *Killing Neighbours. Webs of violence in Rwanda*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2009.

GASANA JAMES, *Rwanda : du Parti-Etat à l'Etat-Garnison*, Editions L'Harmattan, Paris, 2002.

- GRANOVETTER Mark, *The strength of weak ties*, in American Journal of Sociology, vol.78, n°6, 1973
- GUICHAOUA André (dir.), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Editions Karthala, Paris 1995.
- GUICHAOUA André, Xavier Lizinde le « Grand Bourgmestre », Rapport d'expertise rédigé à la demande du Tribunal Pénal International des Nations Unies sur le Rwanda, Arusha, 2001.
- HILLMANN Henning, *Localism and the limits of political brokerage: evidence from revolutionary Vermont*, American Journal of Sociology, vol. 114, n°2, 2008.
- HUMAN RIGHTS WATCH (dir. Alison Des Forges), *Aucun témoin ne doit survivre*, Editions Karthala, Paris, 1999.
- HYDEN Goran, *Beyond ujamaa in Tanzania: underdevelopment and an uncaptured peasantry*, University of California Press, Berkeley, 1980.
- INGELAERE Bert, *Living the transition, A Bottom-Up Perspective on Rwanda's Political Transition*, University of Antwerp, IOB, 2007.
- JONES, Bruce D., *Peacemaking in Rwanda, The Dynamics of Failure*, Lynne Rienner Publishers, USA, 2001.
- KETTERING Sharon, *Patrons, Brokers, and clients in Seventeenth-Century France*, Oxford University Press, New-York, 1986.
- KIMONYO Jean-Paul, *Rwanda. Un génocide populaire*, Editions Karthala, Paris, 2008.
- KLEMPERER Victor, *Lingua Tertii Imperii, la langue du III^e Reich*, Albin Michel, Paris, 1996.
- LEMARCHAND René, *Les relations de clientèle comme agent de contestation, le cas du Rwanda*, in Civilisations, XVIII, N°4, Bruxelles, 1968.
- LEMARCHAND René, *Rwanda and Burundi*, Pall Mall Press, London, 1970.
- LONGMAN Timothy, *Genocide and Socio-political Change: massacres in two rwandan villages*, in Issue, A journal of opinion, vol. XXIII/2- 1995.
- LONGMAN Timothy, *Placing genocide in context: research priorities for the Rwandan genocide*, Journal of Genocide Research, vol. 6, n°1, march 2004.
- MC ADAM Doug, TARROW Sydney, TILLY Charles, *Dynamics of contention*, Cambridge University Press, 2001.
- MALKKI Liisa, *Purity and exile: violence, memory and national cosmology among Hutu refugees in Tanzania*, University of Chicago Press, Chicago, 1995.
- MARYSSE Stephaan, de HERTD Tom, NDAYAMBAJE Elie, *Rwanda, Appauvrissement et ajustement structurel*, Cahiers Africains n°12, Editions L'Harmattan, Paris, 1994.

- MIGEOTTE François, *Une colline rwandaise à travers ses pratiques d'élevage*, Annales n°160 Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 1997.
- MIRONKO Charles, *Igitero: means and motives to the Rwandan genocide*, in Journal of Genocide Research, March 2004, volume 6, n°1.
- MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Editions Hachette, Paris, 1999.
- NEWBURY Catharine, *The cohesion of oppression, Clientship and ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, Columbia University Press, New York, 1988.
- NEWBURY Catharine, NEWBURY David, *Bringing the peasants back in : Agrarian themes in the construction and corrosion of statist historiography in Rwanda*, in The American Historical Review, volume 105, n°3, juin 2000.
- POLLAK Michael, *L'expérience concentrationnaire, Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Editions Métailié, Paris, 1990.
- REYTIJENS Filip, *Pouvoir et droit au Rwanda, Droit Public et Evolution politique, 1916-1973*, Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, Belgique, 1985.
- SCHMIDT Steffen W. GUASTI Laura, LANDE Carl H., SCOTT James C. (dir.), *Friends, followers and factions*, University of California Press, 1977.
- SEMELIN Jacques, *Purifier et détruire, usages politiques et imaginaire du massacre*, Editions du Seuil, Paris, 2005.
- SILVESTRE Victor, *Différentiations socio-économiques dans une société à vocation égalitaire : Masaka dans le paysannat de l'Icyanya*, in Cahiers d'Etudes Africaines n°53, volume XIV, 1974.
- STRAUS Scott, *The order of genocide, Race, Power and War in Rwanda*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2006.
- TAYLOR Christopher C., *Milk Honey and Money, Changing concepts in Rwandan healing*, Smithsonian Institution Press, Washington and London, 1992.
- TILLY Charles, *The Vendée*, Harvard University Press, 1964.
- TILLY Charles, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Editions Fayard, Paris, 1986.
- TILLY Charles, *Coercion, Capital, and European States AD 990-1990*, Basil Blackwell, 1990.
- UVIN Peter, *Aiding violence, the development enterprise in Rwanda*, Kumaria Press, West Hartford, Connecticut, USA 1998.
- VERWIMP Philip, *Development and genocide in Rwanda, A political Economy Analysis of Peasants and power under the Habyarimana Regime*, K.U. Leuven N°170, 2003.

VIDAL Claudine, *Questions sur le rôle des paysans durant le génocide des Rwandais Tutsi*, in Cahiers d'Etudes Africaines, Discipline et déchirures, les formes de violence, n°150-152, 1998.

WAGNER Michele D., *All the Bourgmestre's men : making sense of genocide in Rwanda*, in Africa Today, vol. 45 n°1, Janvier-Mars 1998.

WEINSTEIN, Jeremy M., *Inside rebellion, the politics of insurgent violence*, Cambridge University Press, 2007.

WOOD Elizabeth J., *Inside collective action and civil war in El Salvador*, Cambridge University Press, 2003.

